



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des ressources naturelles

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 009

Le vendredi 11 décembre 2020

Président : M. James Maloney



Comité permanent des ressources naturelles

Le vendredi 11 décembre 2020

• (1305)

[Traduction]

Le vice-président (M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC)): Bienvenue à la neuvième séance du Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes.

Le Comité se réunit aujourd'hui pour discuter de l'objet du Budget principal des dépenses 2020-2021 et de l'objet du Budget supplémentaire des dépenses 2020-2021.

Pour assurer le bon déroulement de la réunion, je vais expliquer quelques règles à suivre.

Les membres du Comité et les témoins peuvent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix, car des services d'interprétation sont offerts. Vous avez le choix, au bas de votre écran, entre le par-quet, l'anglais et le français. Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme.

Si vous participez par vidéoconférence, veuillez cliquer sur l'icône du microphone pour réactiver le son. Le micro des personnes sur place sera contrôlé comme d'habitude par l'agent des délibérations et de la vérification.

Je vous rappelle que toutes les interventions des membres du Comité ainsi que celles des témoins doivent être adressées à la présidence. Lorsque vous n'avez pas la parole, veuillez mettre votre micro en sourdine.

En ce qui concerne la liste des intervenants, la greffière du Comité et moi-même ferons de notre mieux pour maintenir l'ordre des interventions qui a été établi, que vous participiez virtuellement ou en personne.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins, dont au ministre O'Regan, qui disposera de cinq minutes pour faire sa déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions.

Bienvenue, monsieur le ministre. Au nom de tous les membres du Comité, je vous offre mes condoléances.

Je vous remercie de votre présence.

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles): Merci, monsieur le président.

J'entends de l'écho lorsque je parle. Je ne sais pas si vous pouvez faire quelque chose à cet égard.

• (1310)

Le vice-président (M. Greg McLean): Le personnel technique est en train de faire des vérifications.

Nous allons suspendre la séance pendant cinq minutes.

Je vous remercie tous de votre patience.

• (1310)

(Pause)

• (1315)

Le vice-président (M. Greg McLean): Nous reprenons.

Monsieur le ministre, veuillez présenter votre exposé.

L'hon. Seamus O'Regan: Merci, monsieur le président.

Merci à vous, chers collègues.

J'entends encore de l'écho et l'interprétation en français.

Le vice-président (M. Greg McLean): Le personnel technique me demande de suspendre la séance à nouveau. La séance est donc suspendue pour cinq minutes.

• (1315)

(Pause)

• (1325)

Le vice-président (M. Greg McLean): Nous reprenons.

Je suggère que nous commençons là où nous nous étions arrêtés. J'avais présenté le ministre, et il était sur le point de présenter son exposé au Comité.

Allez-y, s'il vous plaît, monsieur le ministre.

L'hon. Seamus O'Regan: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous de votre bonté et de votre compréhension concernant le fait que j'ai annulé ma comparution il y a trois semaines, je crois.

Je me trouve sur l'île de Terre-Neuve, qui est la terre ancestrale des Micmacs et des Béothuks.

Je sais que mon temps de parole est limité, et je veux aborder deux sujets très importants tout de suite.

Tout d'abord, je tiens à dire très clairement que la meilleure chose que nous puissions faire pour nos industries des ressources naturelles, c'est porter un masque, nous laver les mains et maintenir la distanciation physique lorsque c'est possible. Il y a de l'espoir. Les vaccins arrivent, mais, en attendant, nous devons être vigilants.

Ensuite, je veux envoyer un message très clair à chaque travailleur, à chaque famille et à chaque entreprise qui comptent sur la réalisation du projet Keystone XL. Notre soutien à ce projet a été et demeure inébranlable. Lors de leur premier appel, le premier ministre et le président élu Biden ont discuté de Keystone. Je dirais que c'est là la définition d'une priorité.

J'ajouterais que l'un des arguments les plus forts que nous pouvons faire valoir concernant le projet de Keystone est notre bilan en matière de lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui, mon collègue, le ministre de l'Environnement, a annoncé un volet sans précédent de cette lutte: un plan qui prévoit 64 nouvelles mesures et des investissements de l'ordre de 15 milliards de dollars pour protéger l'environnement, rendre le coût de la vie plus abordable et favoriser le bien-être dans nos collectivités. Il inclut près de 1 milliard de dollars pour l'énergie renouvelable et les réseaux intelligents dans notre cheminement vers le réseau propre de l'avenir; 2 milliards de dollars en financement remboursable pour la rénovation de bâtiments commerciaux et de bâtiments à grande échelle; 1,5 milliard de dollars investis dans un fonds pour les combustibles à faibles émissions, comme l'hydrogène et le gaz naturel renouvelable; 3 milliards de dollars pour la mise en branle rapide de projets de décarbonisation avec de grands émetteurs; des incitatifs pour les véhicules zéro émission; et 300 millions de dollars pour soutenir les initiatives visant à réduire la dépendance au diesel. Ces mesures s'appuient sur le travail que nous effectuons déjà.

[Français]

Le Canada a mis en place un prix sur la pollution. Nous éliminons graduellement l'électricité produite à partir du charbon et nous avons à présent un projet de loi concernant la transparence de notre objectif de carboneutralité, d'ici 2050. Nous faisons des investissements importants pour réduire les émissions de carbone et de méthane en renforçant notre capacité en matière d'énergie renouvelable. Nous investissons également dans de nouvelles possibilités et innovations telles que l'hydrogène, le captage de carbone et les petits réacteurs modulaires.

• (1330)

[Traduction]

C'est la même vision que celle du discours du Trône cet automne, et nous avons continué à la mettre en œuvre par notre énoncé économique du mois dernier, qui comprend le versement de 2,6 milliards de dollars supplémentaires, sur sept ans, pour les rénovations et les emplois visant à améliorer l'efficacité énergétique de nos domiciles; et un investissement supplémentaire de 150 millions de dollars pour construire davantage de bornes de recharge pour les véhicules électriques.

[Français]

C'est la même vision que celle du discours du Trône, l'automne dernier.

[Traduction]

Nous utilisons des solutions naturelles pour lutter contre les changements climatiques, avec...

Je suis désolé, mais je pense que dans toute la confusion technique, je dois trouver mes notes. Voilà.

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur le ministre, on me dit que la solution, malheureusement, serait peut-être de ne vous exprimer que dans une seule langue. C'est peut-être le passage d'une langue à l'autre qui cause une partie du problème cette fois-ci. Je m'en excuse.

L'hon. Seamus O'Regan: D'accord.

Nous utilisons des solutions naturelles pour lutter contre les changements climatiques, avec un investissement de 3,2 milliards de dollars pour planter deux milliards d'arbres supplémentaires au

cours des 10 prochaines années. Cela s'ajoute aux 30 millions de dollars que nous avons demandés dans le budget pour appuyer les mesures de sécurité liées à la COVID-19 dans le secteur forestier, aux 22 millions de dollars cette année pour lutter contre les infestations de dendroctone du pin ponderosa, ainsi qu'aux 12 millions de dollars pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette au Québec. Notre secteur forestier est un élément crucial de notre économie et de la lutte contre les changements climatiques.

Tout cela se passe alors que nous soutenons nos secteurs des ressources et, plus important encore, nos travailleurs, au milieu d'une pandémie mondiale. Nous avons mis en place une subvention salariale de 75 % pour protéger les emplois vulnérables. Nous avons annoncé une aide supplémentaire consistant à accorder une plus grande marge de manœuvre aux émetteurs d'actions accréditatives pour les petites sociétés d'exploration. Nous avons annoncé un investissement de 1,7 milliard de dollars dans le nettoyage des puits inactifs et abandonnés, et près de 400 millions de dollars pour moderniser et réparer nos installations au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

Depuis le début, les travailleurs ont été au cœur de tout ce que nous avons fait. Ils continueront à être au cœur de tout ce que nous faisons. Notre secteur des ressources est le fondement de la reprise au Canada et de notre avenir carboneutre. Ensemble, nous devons jeter les bases de son succès.

Je suis impatient de répondre aux questions du Comité.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre.

Je sais que nos travaux ont été retardés considérablement, soit d'environ une demi-heure. Pouvez-vous nous dire combien de temps vous pouvez nous accorder pour répondre aux questions?

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur le président, je crois que nous devrions respecter le temps prévu. Je suis prêt à continuer aussi longtemps qu'il le faudra pour respecter le temps prévu.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre.

C'est le député Jeremy Patzer qui commence.

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous remercie de votre présence. Nous sommes ravis de vous accueillir pour la première fois au Comité. Au nom des Canadiens en difficulté qui cherchent de l'aide, j'espère que vous resterez aussi longtemps qu'il le faudra pour nous donner des réponses, ce que vous vous êtes engagé à faire, et je vous en remercie.

Vous avez offert aux gens des conseils de santé publique, ce qu'ils reçoivent déjà des médecins hygiénistes en chef. Je le comprends, mais ils aimeraient plutôt que vous leur parliez d'un plan sérieux en bonne et due forme qui vise à sauver leurs emplois et à répondre à leurs besoins en soutenant le secteur canadien de l'énergie.

Dans vos observations, vous avez dit qu'un appel téléphonique entre le premier ministre et le président élu Biden était là la définition d'une priorité. Cela fait plus d'un mois que cet appel au sujet de Keystone XL a eu lieu. Est-ce que c'est la dernière fois que vous avez pris des mesures pour sauver le projet?

L'hon. Seamus O'Regan: Non. La ministre de l'Énergie de l'Alberta, Sonya Savage, l'envoyé de l'Alberta à Washington, D.C., James Rajotte, et moi-même discutons chaque semaine de la façon dont nous allons défendre le projet Keystone, argumenter en faveur du secteur énergétique canadien à Washington et positionner le Canada en fonction d'une nouvelle administration, qui semble être la plus écologiste que les États-Unis aient jamais connue. Il est crucial pour notre secteur de l'énergie que nous fassions bien les choses.

Mardi, M. Rajotte et moi avons participé à un sommet organisé par l'ambassade du Canada à Washington. Il y avait beaucoup de personnes qui, selon nous, seraient peut-être influentes dans une future administration, mais également des personnes qui sont influentes présentement à Washington.

Nous avons comparu pour plaider en faveur de l'énergie canadienne. Nous avons fait valoir que l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, nos provinces productrices de pétrole, sont les meilleures régions au monde sur le plan des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance; que nous réduisons considérablement les émissions; que nous avons mis un prix sur la pollution; et que nous devrions être le partenaire et le fournisseur privilégié des États-Unis dans le secteur du pétrole et du gaz naturel. Nous avons adopté une approche Équipe Canada à peu près de la même manière que nous l'avions fait pour l'ALENA. Nous le faisons ensemble.

• (1335)

M. Jeremy Patzer: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

J'espère alors que votre approche Équipe Canada consiste en partie à vous assurer que le pipeline Keystone XL sera construit. Il y a des groupes de Premières Nations. Je suis sûr que vous connaissez bien Natural Law Energy, qui regroupe cinq Premières Nations, dont l'une se trouve dans ma circonscription. Puisqu'il a maintenant des intérêts dans le projet de pipeline Keystone XL, c'est extrêmement important pour ces Premières Nations. Dans leur intérêt, j'espère vraiment que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour que ce projet soit mené à bien.

Je veux continuer. Savez-vous combien d'emplois ont été perdus dans le secteur canadien de l'énergie au cours des cinq dernières années?

L'hon. Seamus O'Regan: Le nombre est considérable. Je dirais que l'une des choses que nous avons faites, en particulier concernant notre versement de 1,7 milliard de dollars pour le nettoyage des puits orphelins et inactifs, c'est nous assurer que le nombre d'emplois perdus diminue considérablement. Il ne s'agit pas simplement de s'occuper des travailleurs, qui, comme je l'ai dit, sont notre priorité. L'autre chose extrêmement importante, comme je l'ai dit, c'est que les ressources naturelles et notre secteur des ressources naturelles seront essentiels dans la relance de ce pays. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre des personnes de talent, des gens d'expérience sur le terrain ou dans les bureaux de nos sociétés énergétiques à Calgary, à Edmonton ou à St. John's. Nous ne voulons pas perdre ces personnes. Il est essentiel de maintenir les gens en poste.

C'était une énorme priorité pour nous en ce qui concerne la subvention salariale et le versement de 1,7 milliard de dollars pour le nettoyage des puits orphelins et inactifs.

M. Jeremy Patzer: Je suis sûr que vous savez alors qu'Evraz, à Regina, vient de mettre à pied 600 travailleurs parce qu'il n'y a pas

de travail. Il n'y a pas de demande pour l'acier canadien. Nous avons vu que dans des projets de GNL, on utilisait de l'acier chinois, et non de l'acier canadien. C'est un énorme problème.

Je regarde ligne par ligne les montants supplémentaires dans le budget, et je me demande si votre ministère dispose de fonds pour aider à combattre les campagnes de désinformation et les campagnes qui sont menées contre le secteur canadien des ressources.

L'hon. Seamus O'Regan: Nous avons pris une initiative avec le gouvernement de l'Alberta pour nous assurer que nous sommes bien en vue à Washington, D.C., présentement. Je dirais, en toute honnêteté, que c'est le public qui me préoccupe le plus. Je veux m'assurer que notre histoire est racontée, et qu'elle est bien racontée. Je peux vous dire que, et je pense que M. Rajotte et la ministre Savage diraient la même chose, l'ambassade du Canada à Washington et l'ambassadrice Hillman jouent un rôle actif dans ce dossier. Ils en comprennent l'importance et travaillent beaucoup à Washington, avec M. Rajotte. Ils collaborent étroitement.

Nous veillons à ce que notre histoire soit racontée par les personnes qui prendront les décisions au Capitole et au sein d'une nouvelle administration qui a clairement fait de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques une priorité. J'ai beaucoup lu sur le fait que John Kerry, l'ancien candidat à la présidence, est maintenant...

M. Jeremy Patzer: Je suis désolé, monsieur le ministre. Je vais vous interrompre ici. Il me reste une question, que je veux vraiment vous poser avant que mon temps ne soit écoulé.

Le vice-président (M. Greg McLean): Allez-y, monsieur Patzer, mais rapidement.

M. Jeremy Patzer: Très rapidement, monsieur le ministre, concernant les 159 millions de dollars pour le développement responsable et renouvelable des ressources, dans votre exposé, vous avez parlé brièvement du captage de carbone. Je me demande simplement à quel point le captage et le stockage de carbone sont prioritaires et quelle part de ces 159 millions de dollars sera consacrée à des technologies comme celle du captage de carbone, qui doivent faire partie de la solution lorsqu'il s'agit de réduire les émissions.

L'hon. Seamus O'Regan: Il ne fait aucun doute que le captage de carbone sera très important. Quand je parle avec la ministre Savage, c'est en haut de la liste. Nous y voyons un énorme potentiel.

En fin de compte, le plus important, c'est de réduire les émissions. Quel que soit le secteur d'activité ou l'endroit où l'on se trouve au pays, il s'agit de réduire les émissions. Le captage de carbone nous donne la possibilité de nous assurer que ces émissions sont compensées. L'important, quand on parle de la cible de zéro émission nette, c'est le mot « nette »: zéro émission « nette ». Cela signifie que le captage de carbone peut jouer un rôle dans le captage de ces émissions.

Nous pensons qu'il y a là une occasion incroyable. Nous pensons également qu'il y a une occasion incroyable pour l'hydrogène.

• (1340)

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre, merci, monsieur Patzer.

Je pense que les députés May et Sidhu se diviseront la prochaine intervention.

Monsieur May, je pense que c'est vous qui allez commencer.

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous remercie de votre présence et de votre patience. Nous ne serions pas en 2020 s'il n'y avait pas de problèmes techniques jusqu'à toute la fin.

Avant de poser ma question, je veux remercier tous les techniciens présents dans la salle pour avoir réglé le problème aussi rapidement.

Très rapidement, puisque je partage mon temps de parole avec le député Sidhu, nous savons que la décarbonisation des processus industriels est un élément clé pour que le Canada puisse atteindre sa cible de zéro émission nette. La décarbonisation peut également représenter une occasion majeure sur le plan économique grâce à la capacité de déployer des technologies innovantes et des méthodes non conventionnelles pour continuer à produire l'énergie et les produits dont nous avons besoin, mais en produisant moins d'émissions.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous parler de certains des travaux que Ressources naturelles Canada réalise dans ce domaine? Y a-t-il des projets particuliers qui vous enthousiasment?

L'hon. Seamus O'Regan: Nous nous efforçons de faire en sorte que nos industries traditionnelles soient plus durables que jamais. Nous devons veiller à adopter de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes qui nous aideront à y parvenir, comme le captage du carbone. Nous avons annoncé un fonds de trois milliards de dollars destiné à un accélérateur net zéro qui permettra d'élargir la portée des technologies propres, et cela vient s'ajouter aux autres investissements que nous avons déjà effectués.

Nous avons investi 750 millions de dollars dans un fonds de réduction du méthane. Les nouvelles technologies comme les petits réacteurs modulaires renferment un potentiel incroyable. Le Canada est un pays de premier plan pour le nucléaire, avec un secteur qui contribue jusqu'à 17 milliards de dollars par année à l'économie et qui emploie 76 000 Canadiens. Je pense que les petits réacteurs modulaires pourraient grandement nous aider à électrifier les zones industrielles plus éloignées qui ne sont pas connectées au réseau et à réduire leurs émissions. Nous collaborons avec plus de 100 partenaires à l'échelle du pays pour élaborer notre plan d'action sur les petits réacteurs modulaires et pour saisir cette occasion à l'échelle mondiale. J'ai très hâte à la divulgation de ce plan. Ce sera très bientôt. Il met l'accent sur le fait que le Canada profite de cette occasion liée aux petits réacteurs modulaires et que le pays est très bien placé pour développer cette technologie à l'échelle mondiale.

M. Bryan May: Je vous remercie, monsieur le ministre. Je sais que votre réponse sera très bien accueillie par certaines entreprises de ma circonscription, par exemple BWXT et ATS.

Monsieur le président, je vais partager le reste de mon temps avec M. Sidhu.

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Je vous remercie.

Je tiens à remercier le ministre d'être ici aujourd'hui. J'aimerais également remercier l'équipe technique d'avoir résolu cette situation avant la fin de la réunion. Je souhaite un très beau temps des Fêtes à tout le monde.

J'aimerais maintenant parler des moyens que nous utilisons pour nous déplacer, c'est-à-dire la voiture — ou bientôt la voiture électrique. Il est important de prôner l'adoption d'approches plus

propres en matière de transport et d'infrastructure pour les résidents de Brampton, non seulement pour moi, mais aussi pour mes enfants et les générations futures. Je sais que le gouvernement fédéral travaille fort pour pouvoir offrir aux Canadiens un plus grand nombre d'options et des choix plus propres pour répondre à leurs besoins en matière de transports.

Le secteur des transports produit le quart des émissions de gaz à effet de serre du Canada, et c'est pourquoi il est important que le Canada se fixe des objectifs ambitieux. Il est tout aussi important que nous continuions à investir dans l'infrastructure des bornes de recharge pour véhicules électriques. Ici, dans la région de Peel, le gouvernement fédéral investit dans 43 nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques, et de nombreux électeurs de ma circonscription de Brampton-Est sont très enthousiastes à l'idée de les utiliser.

Je vois qu'il y a deux programmes concernant les véhicules électriques dans le Budget principal des dépenses, à savoir le programme d'infrastructure pour les véhicules électriques et les carburants de remplacement et le programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro.

Monsieur le ministre, comment ces programmes aideront-ils à rendre l'infrastructure de recharge plus accessible aux Canadiens?

L'hon. Seamus O'Regan: L'Énoncé économique de l'automne prévoit 150 millions de dollars pour étendre ce réseau d'un bout à l'autre du pays, et cela s'ajoute aux plus de 300 millions de dollars prévus pour créer un réseau de chargeurs rapides pour les véhicules électriques, ainsi que pour l'infrastructure de recharge dans les rues, les édifices du Parlement, les commerces de détail et d'autres lieux de travail.

Plus de 380 chargeurs rapides sont déjà accessibles au public. De nombreux autres sont en construction. Je pense que ce réseau est essentiel pour permettre au Canada d'atteindre ses objectifs en matière de véhicules à émission zéro. Je pense que la totalité des ventes de véhicules d'ici 2040... C'est notre objectif, et notre gouvernement rend les véhicules à émission zéro plus abordables en offrant aux Canadiens des incitatifs à l'achat de ces véhicules et une déduction d'impôt lorsqu'ils sont achetés à des fins professionnelles. Nous constatons qu'ils sont maintenant utilisés dans l'industrie minière. Toutes ces mesures nous permettront de parvenir à la carboneutralité d'ici 2050.

● (1345)

M. Maninder Sidhu: Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse. C'est très important. Nous voulons veiller à ce que les Canadiens puissent profiter de cette option s'ils décident d'investir dans un véhicule électrique. Nous voulons veiller à ce que les collectivités d'un bout à l'autre du pays soient connectées à ce réseau.

Monsieur le ministre, je sais qu'un grand nombre de ces programmes sont exécutés en partenariat avec des villes, des municipalités ou des autorités régionales de conservation, comme c'est le cas ici, à Peel. Dans quelle mesure les partenaires régionaux ou municipaux participent-ils à ces initiatives?

L'hon. Seamus O'Regan: Les municipalités et les provinces ont manifesté beaucoup d'enthousiasme à cet égard. Je ne pense pas que cela vous surprenne. Je crois que la plupart des députés de tous les partis de la Chambre des communes m'ont dit que ces projets sont très populaires auprès de leurs électeurs.

Je pense toutefois qu'il reste du travail à faire, car nous devons remettre les pendules à l'heure, surtout en ce qui concerne les craintes liées à l'autonomie de ces véhicules. En effet, nous vivons dans un grand pays. Dans de nombreuses circonscriptions, les collectivités sont très éloignées les unes des autres, et les Canadiens craignent que ces véhicules n'aient pas l'autonomie nécessaire pour franchir ces distances. Nous devons leur garantir que ce n'est pas le cas. Les chargeurs rapides représentent un excellent moyen de réduire ces inquiétudes, car les conducteurs qui se déplacent sur de longues distances ne veulent pas perdre une heure ou même deux heures à attendre à côté d'un chargeur. Les chargeurs rapides sont donc essentiels pour gagner du temps. Ce sont des façons de convaincre les gens d'acheter des véhicules électriques.

Le vice-président (M. Greg McLean): Je vous remercie.

[Français]

Maintenant, c'est au tour de M. Simard pour six minutes de questions.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Merci, monsieur le président.

Je prendrai deux secondes, M. O'Regan, pour vous offrir mes condoléances pour le décès de votre père.

Ce qui m'étonne dans l'intervention que vous faites, c'est votre tentative de marier deux concepts qui ne fonctionnent pas ensemble. D'un côté, vous parlez des technologies propres et de la réduction du carbone, et de l'autre, vous dites que la relance économique passera par les ressources naturelles. La portion la plus importante de votre discours portait spécifiquement sur les hydrocarbures.

Je ne sais pas si vous le savez, mais depuis quelques semaines, nous étudions le potentiel de l'industrie forestière comme étant probablement le secteur des ressources naturelles le plus prometteur pour lutter contre les changements climatiques.

Je ne vous donnerai qu'un exemple très simple. J'ai obtenu les chiffres, et j'ai pris une période de référence de quatre ans. Or, de 2017 à 2020, le Canada aura investi 24 milliards de dollars pour soutenir la filière gazière-pétrolière. Sur ce 24 milliards de dollars là, il y a 17 milliards de dollars francs qui visaient à acheter le pipeline.

Si je regarde l'industrie forestière durant la même période, le Canada aura investi 952 millions de dollars. Quand je ventile ce 952 millions de dollars, je me rends compte qu'il y a 75 % de cette somme-là qui sont des prêts. À mon sens, cela veut dire qu'il n'y a pas d'efforts qui sont faits pour soutenir l'industrie forestière. On a vu, grâce à de nombreux témoins, tout le potentiel de la bio-industrie et de l'utilisation de la biomasse. Dans le plan de relance du gouvernement, je ne vois pas d'intentions allant dans ce sens-là.

Pouvez-vous me rassurer? J'aimerais savoir où vous en êtes pour le soutien à l'industrie forestière.

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, certainement.

[Français]

Les intervenants du secteur forestier du Québec recevront un soutien important cette semaine. Ils recevront 12 millions de dollars afin de lutter contre des infestations de la tordeuse des bourgeons de l'épinette au Québec. Nous avons récemment lancé un appel de

propositions dans le cadre du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière, l'ITIF, qui a abouti à la réception de 70 missions provenant de partout au Canada et représentant plus de 2,3 milliards de dollars en investissements potentiels.

Depuis 2015, le programme ITIF a financé 15 différents projets innovateurs dans toute l'industrie québécoise, par exemple, 4,9 millions de dollars ont été octroyés à l'usine de panneaux de particules Uniboard, à Val-d'Or pour installer un nouveau séchoir et améliorer leur chaîne de production; nous avons soutenu l'usine Produits forestiers Résolu; on veut investir dans la production de biomatériaux de coins diversifiés et dans la fabrication de filaments de cellulose...

• (1350)

M. Mario Simard: Oui.

J'ai épluché tout cela, monsieur O'Regan. J'ai devant moi tous ces éléments. Ce qui m'embête, c'est que c'est une goutte d'eau. Les investissements que vous faites pour soutenir la filière de l'industrie forestière, c'est une goutte d'eau comparativement à ce que vous faites pour l'industrie pétrolière. De toute évidence, il y a deux poids, deux mesures. La transition qu'a vécue l'industrie forestière avec le déclin de l'industrie des pâtes et papiers, c'est pour moi ce qu'est en train de vivre présentement l'industrie gazière-pétrolière.

Malheureusement, au moment où on a vécu cette transition, il n'y a pas eu de soutien de la part du gouvernement fédéral. Je ne comprends pas votre acharnement, si vous êtes sérieux. Je pense au projet de loi C-12 que vous avez déposé, sur la transparence et la responsabilité et l'atteinte de la carboneutralité. Je ne sais pas pourquoi vous vous acharnez à soutenir l'industrie pétrolière quand l'industrie forestière pourrait vous mener ailleurs.

Pire encore, j'entends des rumeurs qui me disent que vous aurez probablement une stratégie d'hydrogène gris. Faire une tonne d'hydrogène à partir d'hydrocarbures, c'est envoyer dans l'atmosphère 10 tonnes de gaz carbonique. On peut faire la même chose en utilisant la biomasse et l'énergie électrique sans produire autant de gaz à effet de serre.

Je ne comprends pas cette stratégie. De toute évidence, vous ne pouvez pas marier les deux. Soit vous n'êtes pas sérieux dans vos engagements environnementaux, soit vous avez une vision idyllique de ce que peut faire l'industrie gazière-pétrolière.

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur Simard, pour des raisons techniques et parce que vous avez posé une question très directe, j'aimerais vous donner une réponse directe.

Je pense que j'ai une vision extrêmement réaliste de la situation. J'en suis même assez fier. Je crois que les gens qui ont grandi sur un rocher au milieu de l'Atlantique ou dans le Nord, comme moi — j'ai grandi au Labrador — n'ont d'autre choix que d'adopter une vision très réaliste du monde.

Notre pays est le quatrième producteur mondial de pétrole. Il est aussi le quatrième producteur mondial de gaz naturel. Nous avons trouvé une façon d'extraire le pétrole du sable. C'est impressionnant. Comme je l'ai répété à maintes reprises, nous devons nous servir de la même ingéniosité qui nous a permis d'atteindre le quatrième rang des pays producteurs de pétrole pour réduire nos émissions. C'est maintenant devenu une chose essentielle. Non seulement [*Difficultés techniques*] pendant la pandémie, mais aussi parce que le nouveau gouvernement qui arrivera bientôt au pouvoir aux États-Unis est également l'acheteur principal de notre produit d'exportation le plus important. Ce gouvernement réoriente ses priorités. Il change [*Difficultés techniques*] ce que nous produisons et la façon dont nous le produisons. Il s'agit donc d'un enjeu essentiel.

Cela dit, Ressources naturelles est un grand ministère. Cela n'enlève rien à notre secteur forestier. Je ne suis pas en désaccord avec les points que vous avez soulevés au sujet de l'importance du secteur forestier dans la relance économique et dans la réalisation d'une économie neutre en carbone. Je suis fier de l'expertise de mon ministère qui a, à maintes reprises, apporté certaines innovations incroyables dans le secteur forestier en collaboration avec les provinces, les entreprises forestières et les peuples autochtones.

Ce n'est pas un jeu à somme nulle. Mais je ne peux pas diminuer l'importance du secteur pétrolier et gazier.

Le vice-président (M. Greg McLean): Je vous remercie.

La parole est maintenant à M. Richard Cannings. Veuillez vous en tenir à six minutes pour vos questions, s'il vous plaît, monsieur Cannings.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NP): Je vous remercie encore une fois, monsieur le ministre, d'être ici aujourd'hui. Je présume que vous êtes à Terre-Neuve, la terre de mes ancêtres. Je suis heureux de vous voir sur l'île.

J'aimerais, encore une fois, aborder la question du secteur pétrolier et gazier. Il y a quelques semaines, la Régie de l'énergie du Canada a publié un rapport intitulé *Avenir énergétique du Canada en 2020*. Les auteurs ont présenté ce qu'ils appellent le « scénario Évolution » dans lequel ils présumant que certaines mesures seront prises pour lutter contre le changement climatique. Dans le scénario Évolution, nous n'arrivons pas à la carboneutralité. La Régie a au moins reconnu que nous allions faire ce type de choses.

Dans le cadre de ce scénario, les auteurs ont montré la différence entre notre capacité de... notre approvisionnement et notre capacité en matière de pipelines et les exportations prévues. Ils ont démontré qu'il y a actuellement trois projets d'agrandissement de pipeline à différents stades de construction. Nous avons parlé du projet Keystone XL, mais il y a aussi le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain et le projet de remplacement de la canalisation 3. Tous ces pipelines existent déjà, mais ils seront considérablement élargis pour permettre l'intensification de la production des sables bitumineux.

Ce scénario présenté dans le rapport de la Régie de l'énergie du Canada démontre donc qu'un seul de ces pipelines élargis sera nécessaire pour gérer l'augmentation de la production des sables bitumineux. En fait, si nous voulions parvenir à la carboneutralité, nous n'aurions peut-être besoin d'aucun d'eux.

J'aimerais simplement savoir ce que le ministère a prévu pour ces pipelines. Aurons-nous trois pipelines dont nous n'utiliserons que le

tiers de la capacité? Utiliserons-nous l'un des pipelines en laissant les deux autres de côté?

J'aimerais simplement connaître vos plans à cet égard, car c'est ce qui nous attend. Il semble que je n'entends que des déclarations contradictoires de la part du gouvernement actuel sur l'importance de la lutte contre le changement climatique et le renforcement de la capacité de l'industrie des combustibles fossiles.

• (1355)

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur Cannings, je dirais qu'il ne s'agit pas nécessairement de renforcer la capacité de l'industrie pétrolière, mais de reconnaître son importance, ainsi que l'importance de la réduction des émissions. Ce n'est pas seulement parce que la réduction des émissions est l'approche appropriée, mais c'est aussi parce que cela nous donnera un avantage concurrentiel important.

En ce qui concerne les pipelines et surtout le rapport de la Régie de l'énergie du Canada, de nombreux facteurs permettent de déterminer si un pipeline est nécessaire. Par exemple, il faut tenir compte du soutien contractuel, du choix de l'expéditeur et de la nature des marchés qui recevront les produits que nous livrerons par pipeline. Le rapport de la Régie de l'énergie du Canada indique que la rentabilité dépend de nombreux facteurs, par exemple les retards.

Le représentant du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain, Ian Anderson, a récemment confirmé que le projet respecte les échéances et le budget. Même si le Canada prend des mesures de plus en plus énergiques pour lutter contre le changement climatique, le reste du monde ne cessera pas d'utiliser le pétrole du jour au lendemain. C'est ce qu'on dit aux nombreuses réunions de l'Agence internationale de l'énergie auxquelles je participe.

M. Richard Cannings: J'aimerais vous interrompre pour vous dire que je sais que le monde ne cessera pas d'utiliser le pétrole. Toutefois, il n'aura tout simplement pas besoin de plus de pétrole, selon le rapport de la Régie de l'énergie du Canada, un organisme qui n'a jamais eu de préjugés contre l'industrie pétrolière et gazière, bien au contraire.

Dans un contexte où Total considère huit milliards de dollars de ses investissements dans les sables bitumineux comme étant perdus et où Imperial considère un milliard de dollars comme étant perdus et où d'autres pays... La fuite des investissements dans le secteur pétrolier et gazier ne se limite pas au Canada. Elle se produit partout dans le monde. Elle se produit aussi aux États-Unis. Elle se produit parce que les gens agissent en fonction de cet avenir.

Encore une fois, oui, nous utiliserons le pétrole — et j'ai beaucoup de respect pour cette industrie et ses travailleurs —, mais quelle quantité de pétrole sera transportée dans ces pipelines? Actuellement, ils sont pleins, mais toutes les prévisions annoncent une croissance très faible dans ce secteur au cours des 30 prochaines années. En fait, le scénario Évolution prévoit une réduction des besoins pour les 30 prochaines années.

L'hon. Seamus O'Regan: Tout d'abord, monsieur Cannings, je dirais qu'il y a de nombreux rapports et qu'un grand nombre d'entre eux se contredisent. À mon avis, le marché de l'énergie est en constante évolution à l'échelle mondiale.

Ce n'est jamais une mauvaise chose — et je pense surtout au projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain — de diversifier notre clientèle. Puisque la plupart de nos exportations d'énergie sont destinées aux États-Unis — surtout en ce qui concerne l'Alberta et la Saskatchewan —, nous devons ouvrir davantage de marchés internationaux. Treize expéditeurs ont pris des engagements de 15 à 20 ans dans le cadre du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain, ce qui représente environ 80 % de la capacité de ce projet. La demande est donc bien réelle. On a recours à des sous-traitants. Le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain servira à transporter notre pétrole vers les marchés et en échange, nous obtenons un prix plus élevé pour la même ressource.

Nous avons l'intention, comme nous l'avons dit, de le revendre au secteur privé et d'investir ces fonds dans un avenir propre. À l'heure actuelle, le secteur de l'énergie est en évolution constante. Nous devons donc nous adapter très rapidement pour protéger nos travailleurs et notre économie tout en démontrant que nous pouvons être des chefs de file en matière de réduction de nos émissions. Je sais que ces choses semblent contradictoires à première vue, mais je ferais valoir — et je suis sûre que je le ferai à nouveau plus tard au cours de la réunion — que ce n'est pas le cas. Il est essentiel d'atteindre un équilibre à cet égard.

Le vice-président (M. Greg McLean): Je vous remercie, monsieur le ministre.

Votre temps est écoulé, monsieur Cannings. Je vous remercie.

La parole est maintenant à Mme Rachael Harder, qui posera la prochaine série de questions.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Monsieur le ministre, je vous remercie de prendre le temps d'être ici aujourd'hui.

Monsieur le ministre, j'aimerais seulement savoir si le métier de travailleur de la construction est un bon métier pour une personne de la classe moyenne.

• (1400)

L'hon. Seamus O'Regan: Bien sûr.

Mme Rachael Harder: C'est merveilleux. Et est-ce aussi le cas pour le métier d'ingénieur?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, certainement.

Mme Rachael Harder: Est-ce la même chose pour le métier d'inspecteur de pipeline extracôtier?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, cela ne fait aucun doute.

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de mécanicien sur une plateforme de forage en mer?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, bien sûr.

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de technicien sur une plateforme extracôtière?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, certainement.

Où voulez-vous en venir?

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de technicien à l'entretien?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, c'est le cas.

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de plongeur-soudeur?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de conseiller sur le terrain?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: Et pour le métier de consultant en environnement?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: D'administrateur?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: De camionneur?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: D'analyste de laboratoire?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: De conseiller sur le terrain?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: Excellent!

Monsieur le ministre, ce n'était que quelques-uns des dizaines de milliers d'emplois auxquels pourvoit le secteur gazier et pétrolier, pour sa mise en valeur.

Dans la lettre de mandat qu'il vous a adressée, le premier ministre vous charge de créer de bons emplois pour la classe moyenne.

Dans le secteur de l'énergie, faites-vous à cette fin tout ce qui est en votre pouvoir? Oui ou non?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui.

Mme Rachael Harder: Je prétendrais le contraire, vu vos efforts pour fermer le secteur, taxer le carbone, imposer une norme sur les combustibles propres. Vous convenez vous-même que les pertes d'emplois de ces derniers mois, même de ces dernières années, sont considérables, ce qui signifie que vous semblez ne pas tout tenter pour protéger ces bons emplois ni en créer conformément à votre lettre de mandat.

Ces derniers mois, avez-vous pris des mesures concrètes, comme ministre, pour le projet Keystone XL, abstraction faite de votre appel téléphonique initial?

L'hon. Seamus O'Regan: Eh bien, je prends une seconde, puisque vous faites allusion à ma lettre de mandat, pour parler de notre bilan.

Nous avons fait approuver l'agrandissement du réseau de Trans Mountain. Les travaux auront lieu. C'est 7 000 emplois créés jusqu'ici. L'oléoduc de la canalisation 3...

Mme Rachael Harder: Monsieur le ministre, je vous questionne uniquement sur vos réalisations concrètes...

L'hon. Seamus O'Regan: Vous m'interrompez.

Le vice-président (M. Greg McLean): Dans notre comité, la question et la réponse doivent avoir la même durée.

Poursuivez, monsieur le ministre.

L'hon. Seamus O'Regan: Trans Mountain est approuvé. Ça se fera. L'oléoduc de la canalisation 3 est approuvé: 7 000 emplois. Notre appui à Keystone est inébranlable: c'est 1 500 emplois créés jusqu'ici. Nous avons approuvé le projet de NOVA Gas 2021. Des milliers d'emplois seront créés. LNG Canada, nous le faisons construire. C'est des milliers d'emplois. Les puits orphelins et inactifs recevront 1,7 milliard, et on créera pour eux des milliers d'emplois. Grâce à la subvention salariale, plus de 500 000 travailleurs ont conservé leurs emplois, seulement en Alberta, pendant la pandémie.

Voilà notre bilan.

Mme Rachael Harder: Monsieur le ministre, une subvention, ce n'est pas un emploi. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que le plus important était d'appuyer nos travailleurs.

Pour le faire, il faut créer des emplois. Pour en créer, il faut donner libre cours aux projets de mise en valeur de l'énergie.

L'hon. Seamus O'Regan: Peut-être...

Mme Rachael Harder: Ça ne s'est pas produit sous votre gouvernement.

Monsieur le ministre, c'est encore mon temps de parole. Merci.

L'expression « créer de bons emplois pour la classe moyenne », je la trouve intéressante. Ça laisse entendre que, à l'opposé, il existe, on ne sait trop comment, de mauvais emplois pour la classe moyenne. Pouvez-vous m'en donner un exemple?

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur le président, je ne crois pas qu'on m'ait entendu énumérer les emplois que nous avons créés grâce à nos réalisations, dont le gouvernement antérieur était incapable.

Nous avons approuvé et fait construire Trans Mountain. Nous avons approuvé l'oléoduc de la canalisation 3. Notre appui à Keystone XL est inébranlable. Nous avons approuvé NOVA Gas. Nous construisons LNG. Les puits orphelins et inactifs... Tout ça, c'est de gros emplois, des emplois importants, de bons emplois pour la classe moyenne.

Ce sont nos résultats, monsieur le président.

Mme Rachael Harder: Encore une fois, je trouve intéressant que votre gouvernement sente le besoin de distinguer entre bons et pas si bons emplois pour la classe moyenne.

Que d'inculture dans la distinction entre bons et mauvais emplois. Il revient au premier ministre et, je suppose, à vous, conformément à votre lettre de mandat, de la faire. Elle est bonne, celle-là!

Dans le Canada atlantique, les ministres libéraux de l'énergie de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse vous ont adressé, ensemble, une lettre sur la norme sur les combustibles propres, dans laquelle ils ont exprimé leurs craintes pour l'économie régionale, à cause de ses répercussions éventuelles dans la région. Y avez-vous répondu?

L'hon. Seamus O'Regan: Je voudrais d'abord répondre à votre affirmation selon laquelle je saurais distinguer les bons et les mauvais emplois. Ce n'est certainement pas ni absolument pas le critère que j'emploierais.

Je rappellerais au membre, monsieur le président, que j'habite une circonscription productrice de pétrole et de gaz. De fait, Terre-Neuve-et-Labrador dépend plus que l'Alberta des redevances sur

ces deux richesses naturelles. C'est une priorité pour mes voisins, ma famille et mes amis...

● (1405)

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur le ministre, pourriez-vous conclure en une dizaine de secondes, s'il vous plaît?

L'hon. Seamus O'Regan: J'ai terminé.

Merci, monsieur le président.

Mme Rachael Harder: Vous n'avez pas répondu aux deux ministres?

Le vice-président (M. Greg McLean): Je suis désolé. C'est terminé pour vous, madame Harder.

Le prochain intervenant dispose de cinq minutes.

Monsieur Weiler, vous avez la parole.

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bonjour, monsieur le ministre. Merci de votre visite.

L'annonce d'aujourd'hui, dans le plan intitulé *Un environnement sain et une économie saine*, renferme tellement de mesures importantes que je voudrais les examiner maintenant plus en détail.

L'ordre du jour, aujourd'hui, englobe l'objet du Budget supplémentaire des dépenses et l'important travail qui sert à appuyer notre secteur des ressources naturelles ainsi que l'économie à laquelle nous aspirons.

Dans cette optique, les technologies propres sont un secteur émergent et une mine d'occasions à saisir pour le Canada. On estime actuellement la valeur de ce secteur économique, à l'échelle du globe, à 2,6 mille milliards de dollars. Bien sûr, comme il se doit, l'annonce lui accorde une place bien en évidence.

Nous avons besoin de plus d'entreprises actives dans les technologies propres pour constituer un capital de technologies qui nous aideront à atteindre nos objectifs de carboneutralité. Je le sais, parce qu'il s'en trouve beaucoup dans ma circonscription. Ce sont des chefs de file mondiaux des techniques de capture directe dans l'atmosphère, de maîtrise du carbone et de la construction de bâtiments verts, comme Nexii Building Solutions. Elles possèdent des moyens très innovants pour nous amener à ces résultats.

Je constate dans le Budget principal des dépenses la mise de côté de près de 50 millions de dollars pour répondre aux défis des technologies propres. Quels sont ces défis? Qu'est susceptible de donner ce financement?

L'hon. Seamus O'Regan: Les défis Impact Canada sont d'excellents exemples de recherche de solutions grâce aux innovations offertes sur le marché. Ainsi, le défi Visez haut vise à trouver des carburateurs produisant moins d'émissions, ce qui est très important. Le Défi des femmes en tech propres finance la recherche géniale de six innovatrices visant à abaisser les émissions industrielles. Citons aussi le Défi Plein potentiel électrique pour les véhicules électriques, l'Initiative autochtone pour réduire la dépendance au diesel dans les communautés autochtones éloignées, le défi À tout casser! pour réduire la consommation d'énergie dans les émissions, le broyage des minéraux dans les mines et le défi Branché sur l'avenir, en partenariat avec le Royaume-Uni, pour mieux concevoir les réseaux électriques.

Oui, ils procurent beaucoup de plaisir, mais ils sont aussi incroyablement importants pour focaliser notre énergie et nos talents. Nous voulons que le Canada devienne un chef de file mondial. Je voudrais avoir l'ambition d'en faire le chef de file de l'innovation propre. Nous avons promis de réduire de moitié le taux d'imposition des revenus des entreprises de ce secteur. Nous cherchons aussi à modifier notre façon d'alimenter en énergie une économie peu carbonée dans nos communautés, en adoptant des énergies propres. Nous appuyons les secteurs de la fabrication, du gaz naturel et de l'énergie.

Je me souviens d'avoir assisté à la conférence Globe, la plus importante en Amérique du Nord sur les technologies propres. Je suis certain que M. Weiler, en sa qualité de membre du Comité, y a assisté, à Vancouver. On vous l'a rappelé aussi quand vous y êtes allé. Revenons à ce que disait un autre membre sur l'équilibrage des mesures: de 70 à 80 % des technologies propres au Canada sont financées par le pétrole et le gaz, à hauteur d'un milliard de dollars par année. Impossible d'atteindre la carboneutralité sans ce secteur, tout comme, inversement, ce secteur a besoin de la carboneutralité pour continuer de croître et de prospérer. Ce sont les deux côtés de la médaille.

Ce n'est pas léger et ce n'est pas du genre à inspirer les autocollants pour voiture.

Mais un gros producteur d'énergie comme notre pays n'a absolument pas droit à l'erreur. Le monde l'observe. Vu notre position parmi les États membres de l'OCDE quant au degré d'instruction de la population et vu le dynamisme du secteur des technologies partout dans notre pays, vous verrez dans les petites provinces, dans les villes comme la mienne où Verafin a fait l'une des acquisitions les plus importantes de l'histoire du Canada dans ce secteur, qu'ici, le secteur des technologies propres, plus particulièrement, s'épanouira.

Nous, au gouvernement, nous devons nous assurer de maximiser cet épanouissement. Il s'agit d'emplois dans le secteur de l'énergie, des ressources naturelles. C'est comme ça que le Canada demeurera une superpuissance énergétique.

M. Patrick Weiler: Merci, monsieur le ministre.

Ce qui me conduit à ma question suivante, en raison de votre affirmation, dans votre déclaration préliminaire, selon laquelle, pour atteindre la carboneutralité, nous avons besoin du secteur des ressources, particulièrement du pétrole et du gaz. On serait très en dessous de la réalité si on disait que le climat des investissements commence à faire plus attention aux mesures prises pour protéger le climat.

Dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), vous demandez 160 millions pour le nouveau fonds de réduction des émissions.

J'espérais que vous expliqueriez en quoi il est si essentiel au secteur gazier et pétrolier, comment il procurera des avantages économiques à long terme à ce secteur, en le rendant plus apte à affronter la concurrence, alors que le monde continue de se diriger vers la prise de mesures plus ambitieuses pour la protection du climat.

● (1410)

L'hon. Seamus O'Regan: Je reviens à non histoire de tout à l'heure.

C'était intéressant d'affirmer devant le secteur des technologies propres, à la conférence Globe, que la carboneutralité restait hors

de portée sans le concours de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador. Elle est inatteignable sans le secteur gazier et pétrolier de notre pays. Il est trop grand et trop important.

Le vice-président (M. Greg McLean): Pourriez-vous conclure, rapidement, s'il vous plaît?

L'hon. Seamus O'Regan: Dans notre pays, c'est la locomotive de notre économie.

Bref, il importe de comprendre qu'il est absolument essentiel pour la compétitivité économique du Canada d'y investir pour abaisser les émissions.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre.

[Français]

Nous passons au prochain député, M. Mario Simard.

Vous disposez de deux minutes et demie.

M. Mario Simard: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je sais que votre position est un peu inconfortable, M. O'Regan, puisque les critiques que je vous adresse sont peut-être très loin de celles de mes collègues conservateurs. Je suis persuadé que vous ne voulez pas fermer le secteur énergétique, même si j'ai des critiques à cet effet puisque je trouve que vous le soutenez peut-être un peu trop.

Je voulais revenir sur la question de l'hydrogène. On sait que vous êtes censé annoncer un plan sur l'hydrogène. Je voulais savoir quand ce plan sera annoncé.

Y aura-t-il une part significative pour l'hydrogène vert, c'est-à-dire l'hydrogène fait à partir d'hydroélectricité ou à partir de la biomasse?

L'hon. Seamus O'Regan: Je vous remercie, monsieur Simard.

[Traduction]

Nous sommes impatients d'annoncer le plan. J'ai exprimé la volonté de le connaître avant la fin de l'année. Je n'en dévierai pas. L'hydrogène est incroyablement prometteur. Il a un rôle à sa mesure dans tout notre pays. Les atouts de nos différentes régions sont utiles à une stratégie nationale de l'hydrogène. Je ne veux pas anticiper, mais certaines choses sont assez évidentes.

L'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador possèdent d'incroyables richesses en gaz naturel. Au Manitoba, en Colombie-Britannique et au Québec, c'est les ressources en hydroélectricité. Toutes peuvent servir à la production d'hydrogène bleu ou d'hydrogène vert. L'hydrogène vert auquel, dans son état actuel l'hydroélectricité du Québec conviendrait parfaitement, est plus coûteux à produire, mais un volet de cette stratégie viserait à y remédier, parce que la demande mondiale est de plus en plus forte.

Le monde demande de l'hydrogène, mais le produit de première qualité sera l'hydrogène vert. Nous assisterons à des investissements massifs en Europe, qui sera à la fois un concurrent et un important acheteur d'hydrogène canadien.

J'espère pouvoir vous en faire la présentation très bientôt.

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur Simard, votre temps est écoulé.

[Français]

M. Mario Simard: Est-ce qu'il me reste un court moment, monsieur le président?

[Traduction]

Le vice-président (M. Greg McLean): Je suis désolé, mais il ne reste plus de temps. Au suivant.

Monsieur Cannings, vous disposez de deux minutes et demie.

M. Richard Cannings: Merci, monsieur le président.

Voyons la question des rénovations. Manifestement, l'efficacité énergétique sera des plus indispensables à la carboneutralité. Sans elle, impossible de créer toute l'énergie dont nous aurons besoin. J'ai eu le plaisir de lire, dans l'énoncé économique de l'automne et, aujourd'hui, avec plus de détails, dans le plan climatique qui vient d'être publié, une annonce sur les subventions à la rénovation pour les propriétaires canadiens. Essentiellement, cela rappelle le programme écoÉNERGIE Rénovation de l'ère Harper.

Pendant la législature antérieure, j'ai proposé un projet de loi d'initiative parlementaire pour le ressusciter. Je ne peux donc pas le critiquer sous cet aspect, mais, aujourd'hui, 10 ans plus tard, il faut un programme plus audacieux. En 2020, Efficacité Canada avait demandé un budget de 10 fois ce montant pour des rénovations énergétiques dans les immeubles de partout au Canada. C'est manifestement ce dont nous avons besoin, non seulement pour parvenir à l'efficacité énergétique nécessaire, mais aussi pour créer les emplois de qualité pour la classe moyenne de tout le pays dont Mme Harder parlait. Efficacité Canada calcule que nous pourrions créer un million d'emplois dans le seul secteur de l'efficacité énergétique, si nous tenions nos promesses du Cadre pancanadien.

Sauriez-vous nous dire si vous avez cette vision décuplée pour le proche avenir, parce que c'est bien beau, mais cela ne répond qu'au dixième de nos besoins?

• (1415)

L'hon. Seamus O'Regan: Je suis un converti de l'efficacité énergétique, monsieur Cannings, en partie grâce à vos efforts, mais aussi grâce aux faits.

L'Agence internationale de l'énergie parle de l'efficacité énergétique comme d'un carburant caché. Si nous faisons les choses correctement, elle nous permettrait de respecter environ 30 % des engagements que nous avons pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce que j'aime vraiment dans les rénovations, en tant que gars qui a grandi à Happy Valley-Goose Bay, au Labrador, c'est que peu importe où vous vivez dans ce pays, ce programme va avoir des effets sur vous. Il aura en fait des effets concrets sur la maison que vous habitez.

Ce n'est pas le genre de programme qui va toucher un groupe particulier, une province ou une région. En grandissant, vous avez peut-être entendu parler de programmes gouvernementaux ambitieux qui n'ont en fait jamais semblé produire d'effets sur votre collectivité. Les rénovations viseraient à la fois les bâtiments commerciaux et résidentiels. Elles produiraient des effets sur les collectivités et sur les personnes qui y vivent.

Nous allons continuer de travailler à un programme ambitieux en ce sens. Cela représente un investissement important, tant dans l'énoncé économique de l'automne que dans notre plan climatique. Nous allons continuer à insister sur ce programme parce qu'il est efficace et qu'il touche tous les Canadiens.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre.

Nous amorçons maintenant notre troisième tour, à commencer par le député Bob Zimmer.

Monsieur Zimmer, c'est à vous.

M. Bob Zimmer: Je vous remercie, monsieur le ministre, d'être là aujourd'hui. Je vous en suis reconnaissant.

Encore une fois, toutes nos condoléances pour la perte de votre père. Mon père compte beaucoup pour moi et je sais combien le vôtre comptait pour vous.

L'hon. Seamus O'Regan: Merci.

M. Bob Zimmer: Je voudrais commencer par poser quelques questions clés sur les normes applicables à l'industrie de l'exploration au Canada. Nous avons souvent vu sur les autobus d'Ottawa des panneaux publicitaires qui disent: « Le monde a besoin de plus de Canada ». Je suppose que c'est ce qui me trouble un peu.

Je sais que vous nous avez parlé positivement du secteur des ressources naturelles, mais je me demande vraiment pourquoi la Norme sur les combustibles propres, même dans les articles qui viennent d'être imprimés aujourd'hui, mentionne la mise hors service de raffineries. Les mises hors service ne sont pas un phénomène nouveau au Canada, mais la Norme sur les combustibles propres va essentiellement provoquer la fermeture de certaines des raffineries que nous avons au pays.

Pourquoi adopterions-nous une telle politique, surtout à un moment où, en pleine pandémie de COVID, nous essayons de conserver tous les emplois canadiens possibles et même d'en augmenter le nombre? Pourquoi fermerions-nous ces raffineries à un moment comme celui-ci?

L'hon. Seamus O'Regan: Nous croyons en fait qu'il va se créer presque immédiatement des emplois grâce à la Norme des combustibles propres dans le milieu agricole, chez les agriculteurs, mais également, et c'est important, que nous allons améliorer notre compétitivité future. En fait, grâce à nos contacts sur le terrain à Washington, nous savons qu'un des lobbies les plus importants et les plus efficaces de Washington est celui des agriculteurs. D'après ce que nous comprenons, ils font énormément de pression sur le nouveau gouvernement pour qu'il adopte une norme américaine en matière de combustibles propres.

Quand un de vos plus gros concurrents et votre client le plus important s'engage dans cette direction, quand l'Union européenne, la Corée du Sud, le Japon et tant d'autres pays partenaires — aussi bien fournisseurs que clients — s'engagent dans cette direction, il suffit de réfléchir aux conditions dans lesquelles nous pouvons le faire. Comment nous assurer qu'il s'agit d'une solution canadienne et comment rester compétitifs à l'échelle mondiale?

C'est également dans cette direction que les investisseurs se dirigent. Ils placent leur argent dans des pays qui prennent des mesures dans ce sens. Nous pensons que la Norme sur les combustibles propres est un élément vraiment important du plan qui vise à réduire les émissions et à accélérer l'utilisation de combustibles propres.

M. Bob Zimmer: Monsieur le ministre, je comprends. Il y a peut-être un décalage entre vous, en qualité de ministre, et notre premier ministre actuel. Nous voyons des citations sur la Norme sur les combustibles propres. Nous avons déjà entendu l'annonce, ce matin, de l'augmentation potentielle des coûts pour les Canadiens, et il y a même les combustibles gazeux qui viennent s'ajouter à cela.

Dans le Nord de la Colombie-Britannique — et je suis sûr que c'est la même chose à Terre-Neuve —, le chauffage de nos maisons n'est pas une option pour nous. Par conséquent, à mon avis, quand une taxe est imposée aux gens simplement parce qu'ils doivent se garder au chaud en hiver, quelque chose ne va pas. De surcroît, il ne semble pas juste qu'on ne comprenne pas pleinement qu'acheminer notre gaz naturel vers des régions d'Asie pour réduire leurs émissions peut avoir des effets positifs sur l'environnement. Pourquoi ne pas promouvoir les meilleures normes de production, les meilleures normes d'exploration et les meilleures normes en matière de droits de la personne au monde, soit celles du Canada? Nous devrions augmenter nos ventes de ressources, pas les diminuer.

Je vais vous citer un extrait du même article du *Financial Post* que j'ai mentionné précédemment.

Il existe un large éventail d'estimations de la façon dont la Norme sur les combustibles propres affectera les prix de l'essence et du diesel, certaines estimations allant de 2 ¢ à 15 ¢ le litre de carburant.

« Si ce n'est pas bien fait, nous allons perdre l'infrastructure existante », a déclaré M. Laracque, ajoutant que cela pourrait inclure la fermeture de raffineries au Canada. « Si nous ne faisons pas cela correctement, nous allons perdre une énorme occasion pour l'infrastructure existante, ce qui augmentera le coût de la mise en conformité. »

Pour moi, cela revient à ce que nous disions. Même le Parti vert a déjà dit que nous avons besoin de plus de capacité de raffinage au Canada. Plutôt que d'envoyer le produit brut ailleurs pour qu'il soit raffiné, nous devrions le faire ici.

Encore une fois, pourquoi ferions-nous quelque chose qui mettrait en danger notre capacité de raffinage au Canada?

● (1420)

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur Zimmer, l'utilisation de carburants plus propres dans nos bâtiments, nos véhicules et nos industries est l'un des meilleurs moyens de réduire les émissions. Cela permettra une réduction de la pollution pouvant atteindre 30 millions de tonnes d'ici 2030, ce qui équivaut à retirer 7 millions de voitures de la circulation. Les agriculteurs et les entreprises qui produiront des carburants renouvelables pourront ainsi bénéficier de nouvelles perspectives. Cela va encourager les investissements dans l'efficacité énergétique.

M. Bob Zimmer: Monsieur le ministre, je comprends votre opinion à ce sujet. Je pense que le gouvernement libéral est terriblement borné, cependant, compte tenu de notre influence mondiale, de l'influence positive que nous pouvons exercer sur la réduction des émissions en Asie et dans d'autres régions du monde. Il suffit de regarder notre petit pays de 36 millions de Canadiens, et oui, nos émissions de dioxyde de carbone sont importantes, mais quand on voit les réductions que nous pouvons entraîner en acheminant du gaz naturel dans des zones très peuplées à travers...

Le vice-président (M. Greg McLean): Allez-y rapidement, monsieur Zimmer.

M. Bob Zimmer: Pourquoi ne pas le faire et accélérer ce processus? Je ne comprends tout simplement pas. Je ne pense pas que le

gouvernement comprenne cela. Pourquoi limiter notre capacité de diminuer les émissions dans le monde entier?

C'est une chose que j'aimerais que vous puissiez faire comprendre à notre premier ministre, parce que je ne pense pas qu'il en soit conscient en ce moment.

L'hon. Seamus O'Regan: Permettez-moi de répondre très rapidement à la question en citant comme exemple LNG Canada, le plus gros investissement du secteur privé de l'histoire du Canada, qui nous permettra de faire exactement cela, c'est-à-dire de produire du gaz naturel liquéfié parmi les plus propres au monde pour l'exportation vers l'Asie.

Nous envisageons d'autres projets en Colombie-Britannique, notamment en raison de sa proximité avec l'Asie. C'est la même chose ici, sur la côte Est, en raison de la proximité des réserves de gaz naturel de Terre-Neuve-et-Labrador avec le marché européen. Nous n'avons donc certainement pas... Franchement, si vous regardez la situation de LNG Canada, vous verrez que nous agissons avec une grande détermination.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci.

Pour le prochain tour, les députés Yvonne Jones et Maninder Sidhu vont se partager les cinq minutes.

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le ministre, merci beaucoup d'être parmi nous aujourd'hui et merci de l'excellent travail que vous accomplissez depuis le début de la pandémie de COVID. Encore une fois, comme d'autres membres du Comité, je tiens à vous exprimer mes condoléances, à vous et à votre famille, pour les dernières semaines difficiles que vous avez vécues.

Ma question, évidemment, concerne l'industrie pétrolière et gazière de Terre-Neuve-et-Labrador. Au fait, je voudrais simplement signaler que je vous parle aujourd'hui depuis votre ancien patelin de Happy Valley-Goose Bay. De toute évidence, l'industrie pétrolière et gazière est fondamentale pour la croissance économique de Terre-Neuve-et-Labrador. Je sais que vous êtes très fier de ce que cette industrie a accompli dans cette province.

Pouvez-vous faire le point sur le programme d'intervention mis en place par le gouvernement fédéral pour aider les très nombreuses personnes de l'industrie de notre province à traverser ce qui a été une période très difficile à cause de la COVID-19?

● (1425)

L'hon. Seamus O'Regan: Comme la députée le sait, parce que nous en avons beaucoup parlé avec les députés de Terre-Neuve-et-Labrador, et comme je l'ai mentionné plus tôt à notre collègue, Terre-Neuve-et-Labrador dépend davantage du pétrole et du gaz que même l'Alberta ou la Saskatchewan. Quand les deux crises nous ont frappés, nous avons été très durement touchés dans notre province également et nous avons dû chercher très sérieusement une solution pour les zones extracôtières.

Je tiens à souligner les avantages que présentent les produits extracôtiers de Terre-Neuve-et-Labrador. Tout d'abord, ils proviennent des eaux sujettes aux marées, ce qui explique qu'ils soient vendus au prix du Brent. Comme nous le savons maintenant, nous avons toujours dit qu'il s'agissait d'un brut léger non corrosif, mais nous ne comprenions pas vraiment ce que cela supposait, soit que ce sont les barils de pétrole parmi les plus faibles en émissions au monde. C'est un énorme avantage concurrentiel dans un marché en muta-

Alors je suis d'accord avec le premier ministre Kenney lorsqu'il dit qu'il veut que le dernier baril de pétrole vendu dans le monde soit canadien. Cela signifie que nous devons respecter ces normes et que chaque baril doit produire le moins d'émissions possible, et c'est ce que le marché nous dictera.

Ce que nous avons fait dans cette province, il y a un an et demi, avec l'Accord atlantique, c'est de mettre 2,5 millions de dollars d'argent frais à la disposition de la province en tant que principal bénéficiaire de ses ressources extracôtières. Puis, depuis le début de la pandémie, près de 400 millions de dollars ont été alloués pour soutenir les travailleurs, réduire les émissions et rendre l'industrie plus compétitive.

Nous avons travaillé très étroitement avec la province à cet égard, et ils ont constitué en conséquence un groupe de travail composé de dirigeants syndicaux, de dirigeants de l'industrie et de représentants du gouvernement qui s'est réuni pour déterminer à quoi serviraient les 320 millions de dollars que nous leur avons alloués en plus des 75 millions de dollars versés pour la réduction des émissions.

Il s'agit d'une jolie somme, et nous avons annoncé tout à l'heure que 41 millions de dollars seraient consacrés au projet West White Rose pour le maintenir en place et pour garantir de bons emplois aux travailleurs. Le secteur privé a apporté une contribution équivalente.

C'est ce qui se passe lorsque vous écoutez les gens sur le terrain et que vous écoutez ceux qui savent. Je suis très fier de nos travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière extracôtière de notre province. Le président d'ExxonMobil Canada, dont le siège social se trouve ici à St. John's, a déclaré qu'il n'y a pas d'environnement plus dangereux dans le monde que celui dans lequel ses gens et son entreprise se trouvent, à savoir les installations extracôtières de Terre-Neuve. Ce n'est pas facile là-bas. Il faut du courage et de la fierté, et nous voulons épauler ces gens.

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur Sidhu, soyez très rapide. Il vous reste environ une minute.

M. Maninder Sidhu: Monsieur le ministre, je vois dans le Budget principal et le Budget supplémentaire des dépenses (B) de nombreux postes relatifs à la mobilisation des Autochtones, notamment des postes visant les mesures d'accommodement pour le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain, les mesures de renforcement des capacités des communautés, ainsi que les consultations sur les grands projets. Nous avons vu ce qui se passe lorsque nous ne consultons pas correctement les Autochtones et que les grands projets ne se réalisent pas.

Pouvez-vous nous faire part de vos réflexions sur l'importance du financement dans ces domaines et nous parler du travail que vous faites pour vous assurer que nous menons des consultations utiles et appropriées sur les grands projets?

L'hon. Seamus O'Regan: Quand j'ai déménagé au Labrador, alors que j'étais un jeune garçon, les premières personnes qu'on m'a présentées étaient les dirigeants innus du Labrador, dont les noms seraient familiers à Mme Jones: M. Bart Jack, M. Ben Michel, M. Daniel Ashini — les dirigeants de l'époque, qui étaient aussi de chics types. C'est quelque chose qui vous reste en mémoire, de voir l'état de la communauté voisine, la communauté innue de Sheshatsiu, par rapport à l'endroit où j'ai vécu à Happy Valley-Goose Bay. Quand on a 13 ans, on n'oublie pas.

J'ai travaillé à l'université et dans ma carrière académique, j'ai étudié la participation des Autochtones aux projets de ressources naturelles, parce que j'ai vu très tôt que...

Le vice-président (M. Greg McLean): Rapidement, je vous prie, monsieur le ministre.

L'hon. Seamus O'Regan: ... le développement économique était essentiel. J'en parlerai peut-être un peu plus tard.

Tout cela pour dire que c'est quelque chose qui me tient beaucoup à cœur. J'ai travaillé à deux tables différentes au Labrador, à négocier et à travailler à des accords sur les répercussions et les avantages, et ce que nous avons réussi à faire avec le projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain est une référence pour l'avenir.

M. Bryan May: Si vous le permettez, monsieur le président, j'aimerais intervenir. Je veux juste que nous tenions compte du temps...

Le vice-président (M. Greg McLean): Nous allons poursuivre. Je pense que c'est mon tour, si le ministre est d'accord. Il a dit qu'il resterait pour une heure. Nous n'en sommes pas encore là.

L'hon. Seamus O'Regan: En effet.

M. Bryan May: Non? Je suis désolé, monsieur le président, mais je pensais que l'heure tirait à sa fin.

Le vice-président (M. Greg McLean): Nous approchons de la fin de l'heure.

Si vous me le permettez, monsieur le ministre — je suis généralement plus énergique avec mes questions —, la première chose que je vais aborder est la Régie canadienne de l'énergie, car elle demande 21 millions de dollars supplémentaires dans le Budget supplémentaire des dépenses, et ce, même si elle a publié un rapport. Pour une quelconque raison, elle n'avait pas l'argent nécessaire pour produire un rapport qui, à mon avis, ne relève pas de sa compétence à l'heure actuelle. Pourtant, la Régie a présenté un rapport disant qu'il y avait une limite à ce que les Canadiens... mais que nous allions quand même viser la croissance dans le secteur du pétrole et du gaz.

Le plus difficile, c'est de savoir comment justifier, premièrement, 22 millions de dollars supplémentaires pour l'organisation.

• (1430)

L'hon. Seamus O'Regan: Je vais demander à mon sous-ministre, M. Tremblay, de répondre à cette question.

Monsieur Tremblay, je vous prie.

M. Jean-François Tremblay (sous-ministre, ministère des Ressources naturelles): En fait, pour la RCE, si vous regardez le Budget principal des dépenses, par exemple, le financement qui est fourni est en réalité inférieur à celui de l'année dernière. Il y avait un peu plus de financement à [Inaudible]... mais juste pour stabiliser les opérations de l'organisation et l'améliorer, surtout maintenant qu'elle devra jouer un rôle plus important dans le contexte de...

Le vice-président (M. Greg McLean): D'accord. Nous allons poser la question de nouveau dans un instant. J'ai d'autres questions à l'intention du ministre.

M. Jean-François Tremblay: D'accord.

Le vice-président (M. Greg McLean): Deuxièmement, vous nous avez dit, dans votre déclaration liminaire, que la nouvelle administration américaine était « la plus écologiste que les États-Unis aient jamais connue ». Pourtant, ils n'ont pas de taxe sur le carbone. Ils n'ont aucune norme en matière de combustibles propres. Ils ont un crédit d'impôt 45Q qui permet la capture, l'utilisation et le stockage du carbone, une production de gaz naturel en prolifération, et une production de pétrole qui a presque doublé au cours de la dernière décennie.

Comment concilier le fait qu'il s'agit d'un partenaire commercial avec lequel nous allons devoir être compétitifs et le fait que nous imposons des coûts importants à notre industrie au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur le président, l'administration n'est pas encore au pouvoir, si bien que les politiques et les engagements que le nouveau président a pris ne sont évidemment pas promulgués. Je ne veux pas entrer dans les détails, mais nous ne savons pas comment les choses vont se passer en Georgie. Il pourrait y avoir un énorme conflit, je pense, sur cette question entre le Congrès et la Maison-Blanche, mais nous sommes à l'écoute des gens sur le terrain.

Là encore, les gouvernements de l'Alberta et du Canada travaillent main dans la main à Washington D.C., par l'entremise de notre ambassade et de M. Rajotte, pour avoir une vision claire de la direction que nous prenons. Je cite souvent Gretzky, qui a déclaré qu'il faut patiner dans la direction où la rondelle ira...

Le vice-président (M. Greg McLean): Vous dites donc que nous allons garder une bonne longueur d'avance sur leurs plans environnementaux afin de permettre à notre industrie de suivre le rythme?

Monsieur le ministre, en ce qui concerne la norme sur les carburants propres, ce qui mène à...

L'hon. Seamus O'Regan: Non, je pense que ce que vous décrivez, c'est la situation actuelle, mais pas celle qui pourrait se présenter très bientôt. C'est ce que nous devons anticiper.

Le vice-président (M. Greg McLean): Eh bien, d'accord, cette situation « pourrait se présenter », mais vous prenez une norme sur les carburants propres et ce qu'elle signifie. Vous avez rencontré ces groupes dans l'industrie de l'énergie et d'autres industries: 90 % d'entre eux déclarent que cela donnera lieu à des fuites de carbone car ils déplacent leurs emplois à l'étranger. Comment justifiez-vous cela auprès d'un partenaire commercial avec lequel nous sommes censés être sur la même longueur d'onde?

L'hon. Seamus O'Regan: Comme je l'ai dit, nous savons très bien que le lobby agricole s'en prend à cette administration et que d'autres s'en prennent à cette administration pour parler d'une norme sur les carburants propres. Une chose que nous aimerions pouvoir faire, c'est de voir clairement où l'administration va se ranger, pour veiller à ce que nous soyons sur la même longueur d'onde afin d'avoir des règles du jeu équitables. Nous ne voulons pas nuire à nos entreprises non plus, si cette administration nous dit, « Vous pourriez faire beaucoup plus ».

Une leçon que j'ai tirée, même durant l'ALENA amélioré, c'est que les représentants commerciaux des États-Unis sont extrêmement énergiques. Ils s'acharnent à s'engager dans une direction. Ils peuvent rapidement faire volte-face et s'engager énergiquement dans une autre direction, exigeant beaucoup plus de nos gouvernements et de notre industrie pour réduire les émissions, et nous devons nous préparer à cette éventualité.

Le vice-président (M. Greg McLean): Oui, merci, monsieur le ministre.

Une chose dont vous avez parlé ici, bien entendu, c'est le lobby agricole; vous venez de l'évoquer. Le lobby agricole aux États-Unis est un lobby qui exerce des pressions pour son propre avantage économique, comme bien d'autres industries qui font du lobbying auprès des gouvernements au Canada et aux États-Unis. Maintenant, des activités de lobbying ont lieu au Canada à l'heure actuelle également.

Le secteur des biocarburants plus particulièrement est le seul groupe que vous et moi avons rencontré, probablement conjointement, qui a déclaré, « Oui, à long terme, nous pourrions ramener des emplois au Canada, mais nous sommes un importateur net sensiblement de biocarburants à l'heure actuelle et nous le serons dans un avenir prévisible », comme vous pouvez le constater avec les représentants américains qui examinent la situation et qui disent, « Ce sera une mine d'or pour les agriculteurs américains pour les 10 prochaines années ».

Comment justifiez-vous cela dans le contexte où les biocarburants produisent beaucoup de gaz à effet de serre sur l'ensemble de leur cycle de vie? Il faut 1,6 unité d'énergie pour produire une unité d'énergie dans l'industrie des biocarburants. Faites la quadrature du cercle pour moi, s'il vous plaît, monsieur le ministre.

L'hon. Seamus O'Regan: Au final, cela permettra de réduire les émissions, et il est non seulement important que nous le fassions au niveau national, et plus particulièrement lorsque, comme je l'ai dit, notre concurrent numéro un et notre client numéro un est sur le point de faire une transition très radicale. Il est très important pour notre réputation de montrer à cette administration que nous faisons tout ce que nous pouvons pour réduire les émissions. Nous ne voulons pas non plus risquer d'entacher notre réputation dans ce domaine. Les gens doivent savoir que nous sommes...

• (1435)

Le vice-président (M. Greg McLean): Concluez rapidement, monsieur le ministre.

L'hon. Seamus O'Regan: ... un fournisseur incroyable.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci. Voilà qui conclut cette série de questions.

Le prochain intervenant sur la liste est M. Weiler.

Premièrement, M. May veut invoquer le Règlement.

M. Bryan May: Je l'ai mentionné avant que vous posiez vos questions, mais si je me fie à l'heure que j'ai, nous avons largement dépassé l'heure prévue avec le ministre.

Le vice-président (M. Greg McLean): Oui, donc, monsieur le ministre, nous devons...

M. Bryan May: Je n'ai pas terminé, monsieur. Le ministre a été très généreux de nous accorder de son temps aujourd'hui. Il nous a consacré une heure et 35 minutes. Je sais qu'il a d'autres priorités aujourd'hui. Je me demande simplement si vous pouvez nous dire exactement, d'après votre horloge, combien de temps il lui reste ici.

Le vice-président (M. Greg McLean): Oui, je peux sans doute faire cela avec vous, monsieur May, et je vais d'abord demander l'approbation du ministre. Comme j'étais l'intervenant dans cette série de questions, j'allais accorder un temps de parole à M. Weiler, suivi de M. Cannings et de M. Simard, si le ministre est disponible.

Monsieur le ministre, auriez-vous 15 minutes supplémentaires à nous accorder aujourd'hui?

M. Bryan May: Pardonnez-moi, mais ce n'est pas juste, monsieur le président.

Le vice-président (M. Greg McLean): En fait, c'est une question cordiale que je lui pose.

M. Bryan May: Le ministre a eu l'obligeance de prolonger la période d'une heure qu'il devait passer ici. Nous avons largement dépassé l'heure. À mon avis, il n'est pas approprié de le mettre sur la sellette en lui formulant cette demande.

Le vice-président (M. Greg McLean): Je lui suis reconnaissant du temps qu'il nous accorde et je vous suis reconnaissant de votre intervention.

Monsieur le ministre, souhaitez-vous partir?

L'hon. Seamus O'Regan: Ce n'est pas que je veuille partir, monsieur le président. C'est que je dois partir malheureusement. En raison des retards techniques, je fais déjà attendre des gens.

Le vice-président (M. Greg McLean): Très bien.

L'hon. Seamus O'Regan: Je vous en sais gré. Je pense que nous avons eu notre heure complète. Je suis reconnaissant des interventions du Comité.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur le ministre. C'est très apprécié.

Nous allons suspendre la séance pendant que nous accueillons les prochains témoins, et nous reprendrons nos travaux dans trois minutes.

• (1435)

(Pause)

• (1435)

Le vice-président (M. Greg McLean): Pour cette série d'interventions, encore une fois, nous commencerons à la deuxième série de questions, comme nous l'avons fait plus tôt. Premièrement, nous allons entendre une déclaration du sous-ministre, s'il y a lieu.

M. Jean-François Tremblay: Je préférerais passer directement aux questions, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur Zimmer, vous avez la parole.

M. Bob Zimmer: Merci, monsieur le président. Je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps. Je tiens à préciser, monsieur le président, qu'il nous reste 24 minutes, n'est-ce pas?

Le vice-président (M. Greg McLean): Vous avez six minutes, monsieur Zimmer.

M. Bob Zimmer: D'accord.

J'avais une question pour le sous-ministre. J'ai posé au ministre plusieurs questions à propos de la norme sur les carburants propres et l'annonce qui a été faite ce matin. Nous avons une idée de ce qui va se passer avec notre secteur des ressources au Canada, et nous n'avons pas l'impression que ce sera positif.

Je suis dans le Nord de la Colombie-Britannique, où nous avons parmi les plus grands intervenants du secteur gazier en Amérique du Nord, sinon au monde. Nous avons toujours soutenu que si notre gaz naturel fait son chemin dans le monde, nous pourrions réduire les émissions. Or, le gouvernement actuel semble ne tenir compte que du Canada et de son empreinte géographique et semble vouloir

empêcher toute exportation de ce carburant propre que nous essayons d'obtenir.

Je sais qu'un grand nombre de mes concitoyens vont travailler tous les jours dans le froid et fournissent du gaz naturel pour que nous restions au chaud en hiver. Tout ce que ce gouvernement semble comprendre, c'est soit de taxer davantage, soit de taxer les gens pour qu'ils puissent rester au chaud en hiver, car je suppose que pour une raison quelconque, ce gouvernement libéral pense qu'il est facultatif de rester au chaud au Canada, alors que ce n'est tout simplement pas le cas.

De plus, en ce qui concerne ce que j'ai dit précédemment sur le transport des marchandises et nos normes élevées, il ne s'agit pas seulement de normes en matière d'emploi, mais aussi de normes en matière d'exploration. Pour expédier ces ressources dans le monde entier, je pense que le Canada doit faire plus, et non moins.

Permettez-moi de lire un extrait d'un article paru dans le *Financial Post* que j'ai cité pour le ministre. C'est sur la norme sur les carburants propres. Vous pouvez peut-être m'expliquer et me corriger si j'ai tort. L'article dit ceci:

La norme introduira un système d'échange de crédits de carbone et inclura des peines sévères par tonne. En outre, le Canada sera le premier pays au monde à étendre sa réglementation aux combustibles gazeux, comme le propane ou le gaz naturel [...]

Vous pouvez peut-être simplement expliquer — j'espère que je n'ai pas raison — que les bons emplois dans le secteur du gaz naturel et des ressources naturelles ne seront pas touchés par cette norme sur les carburants propres.

• (1440)

M. Jean-François Tremblay: Je n'annoncerai pas la norme sur les carburants propres et je laisserais au ministre de l'Environnement le soin de le faire quand il choisira le moment de le faire, mais pour revenir à votre point de vue sur les combustibles propres, vous avez raison à propos des exportations et de l'importance de l'exportation du gaz naturel et d'énergie pour le Canada. Il n'y a pas que le gaz naturel. Il y a le pétrole. Il y a aussi d'autres formes d'énergie, pour lesquelles nous avons d'énormes capacités et possibilités.

Mais la demande est en train de changer. Le monde nous regarde et regarde le gaz naturel, et les gens veulent avoir le combustible le plus propre, si bien que la norme sur les carburants propres est aussi une occasion. Si notre industrie ne se transforme pas, elle n'obtiendra pas la place sur le marché qu'elle souhaite avoir. Elle n'obtiendra pas la place sur le marché qu'elle avait dans le passé et qu'elle veut conserver. Nous allons devoir transformer l'industrie. Je ne pense pas qu'on doit prendre la norme sur les carburants...

M. Bob Zimmer: Aidez-moi peut-être à comprendre ceci, monsieur le sous-ministre. Je crois savoir que nos normes canadiennes sont parmi les meilleures au monde pour ce qui est de la production. Je le sais de première main. J'ai visité récemment quelques sites de gaz naturel au nord de ma ville natale, ici à Fort St. John. Il n'y a pas une goutte qui est déversée qui ne soit pas documentée, et il y a très peu de déversement, je peux vous le dire.

Nous avons certaines des meilleures normes au monde. Pourquoi nous mettrions-nous sur une trajectoire où nous nous pénaliserions lorsque l'incidence de ce gaz naturel, s'il atterrit sur un territoire situé de l'autre côté de l'océan dans un endroit plus pollué que le Canada...? Pourquoi empêcherions-nous cela d'une manière quelconque? C'est ce que je n'arrive pas à comprendre.

M. Jean-François Tremblay: Il y a deux aspects à cela. Le premier est que si on veut réduire les émissions, on doit aller là où les émissions sont, et nous devons reconnaître que le secteur de l'énergie est là où se trouve une grande partie des émissions, il est donc important pour nous d'agir. Le deuxième...

M. Bob Zimmer: Dans ce calcul, donc, regardez-vous les émissions où ce produit, le gaz naturel, va souvent être expédié, c'est-à-dire en Chine pour compenser l'utilisation du charbon thermique, etc.? Ce chiffre est-il pris en compte dans l'équation?

M. Jean-François Tremblay: C'est une question importante du point de vue des entreprises et du point de vue canadien. Regardez le projet NGTL. Il va aider, par exemple, certaines régions du pays à se sortir du secteur du charbon. Il est important d'intervenir là-bas d'un point de vue stratégique.

Je voulais revenir sur un autre élément, qui est de ne pas considérer la norme sur les carburants propres comme étant la seule mesure. Il y a aussi 3 milliards de dollars pour la décarbonisation. Nous allons devoir travailler avec l'industrie, qui a déjà, comme le ministre l'a dit, les grands investisseurs dans les technologies propres, pour essayer de trouver des moyens de transformer réellement l'énergie et de la rendre plus propre, et cela ouvrira les marchés. Ce n'est pas seulement pour le gaz. Ce n'est pas seulement pour le pétrole. Ce serait pour l'hydrogène et d'autres sources d'énergie.

• (1445)

M. Bob Zimmer: J'ai une question simple. Savez-vous à quoi servent nos produits? Lorsque notre gaz naturel et notre propane, par exemple, sont expédiés vers des pays d'Asie, savez-vous à quoi ils servent réellement?

M. Jean-François Tremblay: Une grande partie de ces produits servent à remplacer le charbon, à bien des égards. Par exemple, la Chine dépend à 60 % du charbon, alors il est important qu'elle obtienne... Le ministre a dit que c'est pratique et je pense que c'est le but. Si nous voulons atteindre la cible de zéro émission nette, nous devons tirer pleinement parti de la production...

M. Bob Zimmer: Savez-vous à quelles autres fins ils servent lorsqu'ils arrivent là-bas? Quels produits fabriquent-ils?

M. Jean-François Tremblay: Ils pourraient être utilisés pour la production d'hydrogène au Canada, par exemple.

M. Bob Zimmer: À titre d'exemple, lorsque le gaz naturel et le propane sont extraits du sol dans ma région du Nord de la Colombie-Britannique, ils sont expédiés vers un port de la côte de la Colombie-Britannique. Ils sont ensuite expédiés vers des pays d'Asie. Une partie de ces produits est transformée en plastiques de grande valeur, et non en plastiques à usage unique. Ce sont les plastiques de grande valeur utilisés dans nos appareils iPhone et d'autres produits.

Le vice-président (M. Greg McLean): Soyez bref, je vous prie, monsieur Zimmer.

M. Bob Zimmer: Je vais conclure mes remarques avec ceci. J'espère que le calcul global est considéré comme étant la valeur finale en ce qui concerne la réduction du carbone dans les pays vers lesquels notre gaz est exporté. Il doit vraiment être le principal facteur dans le calcul de certaines de ces nouvelles normes, qui ne sont établies que pour...

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur Zimmer.

Le sous-ministre a-t-il une réponse à cela?

M. Jean-François Tremblay: Le dernier point que je veux mentionner, c'est que la norme sur les carburants a été élaborée en consultation et en collaboration avec l'industrie. Les intervenants ont en fait soulevé certaines des préoccupations, et nous verrons comment certaines d'entre elles pourraient être traitées et comment nous allons progresser à ce chapitre.

Je dirais que bon nombre des intervenants ne se sont pas forcément opposés à la norme sur les carburants propres. Ils ont soulevé des préoccupations, mais ce n'est pas nécessairement un...

M. Bob Zimmer: Je doute fort que cette industrie appuie...

Le vice-président (M. Greg McLean): Monsieur Zimmer, nous allons passer au prochain intervenant.

On vous écoute, monsieur Lefebvre.

[Français]

M. Paul Lefebvre (Sudbury, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais tout d'abord remercier tous les témoins qui sont avec nous, dont le sous-ministre et la sous-ministre adjointe.

Je vous remercie du travail incroyable que vous avez fait au cours de la dernière année. C'est une année difficile pour tout le monde. Nous avons traversé de choses extrêmement difficiles.

Comme vous le savez, je suis le député de Sudbury. On va donc parler des mines, sujet qu'on n'a pas beaucoup abordé.

[Traduction]

J'aimerais parler de l'exploitation minière. Personne n'a posé de questions au ministre à ce sujet; je vais donc demander à la sous-ministre adjointe et au sous-ministre quel est le potentiel de ce secteur. C'est quelque chose qui me tient à cœur.

Sudbury a une histoire que je mentionne toujours, celle d'où nous étions il y a 50 ans avec l'innovation. Nous voulions construire la plus grande super cheminée du monde pour que la pollution aille plus loin. L'année prochaine, nous allons la démolir. Nous allons détruire la plus grande cheminée au monde grâce à l'innovation, à la mobilisation de la communauté et à la réglementation. Les gens ont tous travaillé ensemble. Nous parlons des sables bitumineux et du gaz naturel dans l'Ouest, mais nous l'avons vécu à Sudbury, avec la transition et les difficultés.

L'exploitation minière est importante, et nous savons certainement que les minéraux essentiels sont indispensables pour décarboniser et électrifier notre économie. Je veux savoir deux choses.

Je veux entendre parler du plan sur les minéraux essentiels que nous élaborons avec certains de nos partenaires.

Pouvez-vous également aborder très rapidement le programme géoscientifique? Nous devons être en mesure d'accéder à ces minéraux. Nous en avons des tonnes au Canada, et les géosciences jouent un rôle clé dans ce domaine et dans l'occasion qu'il représente.

[Français]

Monsieur Tremblay, voulez-vous commencer? Nous entendrons ensuite M. Labonté.

Je vous cède la parole.

[Traduction]

M. Jean-François Tremblay: Vous remarquerez qu'il y avait du financement pour la recherche géoscientifique dans le Budget principal des dépenses et les crédits... C'est très important. C'est grâce à la recherche géoscientifique que nous trouvons les minéraux, que nous les identifions et que nous appuyons l'industrie.

Je vais céder la parole à M. Labonté, qui veut en dire plus, j'en suis convaincu. Il attend depuis un certain temps.

Allez-y, monsieur Labonté.

M. Jeff Labonté (sous-ministre adjoint, Secteur des terres et des minéraux, ministère des Ressources naturelles): Le secteur minier demeure bien sûr l'un des secteurs les plus dominants au Canada. Il génère énormément d'emplois et de croissance et contribue beaucoup au PIB.

Concernant votre question sur la recherche géoscientifique, plus particulièrement, le gouvernement a annoncé le renouvellement du programme GEM, qui est un programme de géocartographie de l'énergie et des minéraux, avec une enveloppe de 131 millions de dollars sur sept ans pour ce programme et pour l'Initiative géoscientifique ciblée. Comme on l'a indiqué, ce sont pour ainsi dire les pipelines qui produisent les connaissances et la recherche qui permettent ensuite aux sociétés d'exploration d'évaluer davantage le potentiel de mise en valeur des ressources minérales au Canada.

Le rendement économique des investissements dans ces programmes se situe entre 1 \$ et 7 \$, soit 7 \$ d'investissement pour chaque dollar de fonds publics dépensé, et jusqu'à 10 \$ d'investissement privé pour les géosciences.

Voilà les projets qui commencent. Je souligne que ces projets assurent la subsistance de quelque 600 collectivités dans l'ensemble du pays où l'industrie minière et les services miniers, l'exploitation minière, l'exploration et la recherche scientifique occupent une place prépondérante. Le secteur des mines et minéraux crée plus de 280 000 emplois directs et indirects.

Il est important de souligner que le secteur des mines et minéraux est le plus important employeur d'Autochtones au pays: quelque 16 500 Canadiens autochtones travaillent dans le secteur minier.

Le secteur des mines et minéraux du Canada est très sain. Environ la moitié des exploitations minières, des projets miniers, du financement du secteur minier et des activités connexes dans le monde sont financés par des entreprises canadiennes par l'intermédiaire des marchés boursiers ici, au Canada. Par conséquent, nous avons aussi la possibilité d'influencer les activités d'exploitation minière ailleurs dans le monde et de veiller à l'adoption de pratiques axées sur l'engagement communautaire, le recours à la main-d'œuvre locale et le respect de normes environnementales et industrielles adéquates. Cela permettra d'étendre l'empreinte du Canada bien au-delà de notre propre pays.

• (1450)

M. Paul Lefebvre: Exactement. À cet égard, j'ai moi-même constaté, à l'occasion des congrès de l'ACPE, qui ont lieu en mars de chaque année, que le monde vient à Toronto pour parler au Canada. J'ai eu la chance de parler avec de nombreux ministres des Mines du monde entier. Ils nous demandent toujours comment nous faisons les choses ici.

Vous avez soulevé un point sur la participation des Autochtones. Je pense que nous avons un bon bilan, mais il reste beaucoup de travail à faire et le potentiel est énorme.

Encore une fois, nous sommes des chefs de file mondiaux, mais j'aimerais que vous me parliez du Centre d'excellence autochtone pour l'exploitation des minéraux, qui est une initiative que nous avons lancée. Avez-vous des observations concernant ce centre? C'est très important. Quand le monde nous regarde, nous le regardons aussi, et nous constatons que nos pratiques devraient être reprises et étudiées ailleurs, sans doute, mais comment nous tirons-nous d'affaire à cet égard?

M. Jeff Labonté: En effet, il y a de quoi être fier, et il reste aussi du travail à faire. Nous pouvons nous appuyer sur notre expertise. Le centre est l'un des mécanismes qui permettent au Canada, en collaboration avec les collectivités autochtones, les associations, le secteur des services et tous les organismes de soutien, de maintenir les emplois occupés par des Autochtones et d'augmenter le nombre de Canadiens autochtones qui travaillent dans le secteur des mines et minéraux.

En même temps, concernant la transition du secteur des mines et minéraux, nous portons attention aux minéraux essentiels et aux minéraux dont nous aurons besoin à l'avenir. Ces minéraux sont très importants pour le secteur canadien des technologies propres, la réduction des émissions et la production de certains produits et services de pointe recherchés dans le monde aujourd'hui.

Lorsque nous étudions la transition aux énergies renouvelables, nous examinons le passage aux matériaux de pointe, aux métaux plus légers...

Le vice-président (M. Greg McLean): Rapidement, s'il vous plaît.

M. Jeff Labonté: ... et à de nouvelles composantes. Tous les semi-conducteurs, tous les matériaux que nous utilisons dans notre société sont fabriqués avec des minéraux essentiels. Le Canada est extrêmement chanceux d'avoir la grande majorité de ces minéraux. Ils peuvent être exploités, et une partie de notre programme de recherche scientifique soutient...

[Français]

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci.

Le prochain intervenant est M. Simard.

Vous disposez de six minutes, monsieur Simard.

M. Mario Simard: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais poser une question au sous-ministre. Quand un Simard parle à un Tremblay, on peut se croire au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Quand je fais le total de l'argent accordé à toutes les initiatives et à tous les programmes existants pour soutenir l'industrie forestière — je pense notamment au Programme d'innovation forestière, à celui d'Investissements dans la transformation de l'industrie forestière, mais aussi au Programme de développement des marchés, ou bien encore à Initiative de foresterie autochtone —, j'arrive à 251 millions de dollars par année. Pour moi, c'est assez étonnant parce que cela représente la moitié de ce qui a été investi pour soutenir Coastal GasLink, à savoir 500 millions de dollars.

On a reçu des personnes au Comité qui nous ont dit que les coûts liés à la transformation d'usines de pâtes et de papier sont très élevés. Avec un budget aux alentours de 82 millions par année pour l'ITIF, le fameux programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière, je me dis qu'il n'y a qu'une explication, et c'est qu'il doit y avoir beaucoup de projets rejetés.

• (1455)

M. Jean-François Tremblay: Effectivement, cela ressemble à une discussion du Saguenay; je vais essayer de ne pas trop prendre mon accent, sinon les interprètes vont nous perdre.

Je vous remercie de votre question. On ne calcule pas nécessairement l'intérêt et l'importance des industries en argent seulement. Je peux vous dire que l'effort est le même pour nous. Vous avez d'ailleurs constaté qu'on a reçu les sous pour la plantation des arbres. On continue effectivement avec l'ITIF.

Ce n'est pas une question de choix entre différents secteurs. Nous travaillons avec tous les secteurs. Vous avez soulevé un des éléments importants: il faut travailler sur la bioéconomie et trouver comment on peut effectivement utiliser de plus en plus la forêt pour essayer d'arriver à produire de nouveaux produits à offrir, comme des plastiques, par exemple. Nous travaillons donc avec tous les domaines. Je pense que cela donne une fausse indication, si vous me permettez, quand on mentionne uniquement des chiffres.

Est-ce que nous rejetons des projets? Nous en rejetons dans tous les secteurs. Cependant, nous venons de recevoir un appel pour les propositions pour le programme ITIF. Nous les encourageons toujours et nous prévoyons en avoir d'autres. Je peux me tourner vers Mme MacNeil si vous voulez plus de détails.

M. Mario Simard: Non, c'est bien.

C'est mon rôle aussi de souligner que c'est de toute évidence insuffisant. Pour être franc, j'ai fait la tournée de l'ensemble de l'industrie forestière au Québec, tant auprès des associations que des acteurs, et ce qu'on me dit, c'est que le soutien du gouvernement fédéral est nettement insuffisant.

À cet égard, je voudrais vous soumettre quelque chose qui m'a ennuyé. J'ai regardé le programme de développement des marchés, sachant que le Québec est l'acteur le plus important de l'industrie forestière au Canada, et on dirait que le programme a été fait sur mesure pour la Colombie-Britannique puisque tout près de 80 % de l'enveloppe ont été octroyés en Colombie-Britannique. Or ce n'est pas l'acteur le plus important au pays. Ce que les gens sur le terrain me disent, c'est que le programme a été conçu pour répondre aux intérêts de la Colombie-Britannique et qu'il devrait y avoir des modifications pour permettre une plus grande sensibilité au développement de marché de produits à valeur rajoutée.

Êtes-vous conscients de ce problème?

M. Jean-François Tremblay: Nous ne choisissons pas une province plutôt qu'une autre, je veux que cela soit clair.

Pour ce qui est d'investir davantage dans la valeur rajoutée, c'est une question à laquelle les gouvernements et l'industrie doivent travailler ensemble. Nous devons travailler davantage à l'innovation. Vous le savez autant que moi, la foresterie a longtemps été un secteur assez traditionnel et conservateur. Il doit donc s'ajuster.

Les bonnes nouvelles en ce moment, c'est que cela va plutôt bien dans l'industrie du bois. Nous sommes même revenus à des taux qui sont très élevés. Il y a encore des difficultés dans la papeterie, du

côté de la pulpe, comme vous le savez. Ce sont des secteurs où effectivement l'innovation devra s'accroître et où nous devons travailler avec l'industrie pour trouver des solutions nouvelles. Cependant, FPInnovations, par exemple, travaille beaucoup avec l'industrie.

Parmi les défis que nous avons, plusieurs se trouvent dans le contexte de la foresterie.

M. Mario Simard: La recherche est là. C'est manifeste, mais pour se rendre à la commercialisation, j'ai l'impression que le soutien du gouvernement fédéral n'est pas suffisant.

Je voudrais terminer sur la fameuse question de l'hydrogène. Je sais qu'il y aura une politique de l'hydrogène. Toutes les personnes que j'ai consultées m'ont dit, sur la base de la connaissance scientifique, que c'était une très mauvaise idée que de produire de l'hydrogène à partir des énergies fossiles.

Je me demande si, dans votre stratégie sur l'hydrogène, est-ce que vous avez consulté des spécialistes de la question?

M. Jean-François Tremblay: Oui, nous avons évidemment consulté des spécialistes. Je peux me tourner vers Mme Johnson qui a travaillé là-dessus.

Pour nous, les bonnes idées doivent être bâties sur les faits, sur les preuves qui sont produites par la science. C'est cela qui va déterminer à la fin ce qui est le mieux. Notre but, dans la stratégie de l'hydrogène, c'est effectivement de développer de nouveaux marchés, mais c'est surtout aussi de travailler sur la décarbonisation et diminuer les émissions. Comme le ministre l'a souligné, il n'y a pas

[Traduction]

une approche universelle à cet égard.

[Français]

Il y a plusieurs façons d'arriver à cette approche.

Je ne sais pas si vous voulez ajouter quelque chose, madame Johnson.

[Traduction]

Souhaitez-vous ajouter quelque chose sur le processus de participation?

Mme Mollie Johnson (sous-ministre adjointe, Secteur de l'énergie à faible émissions de carbone, ministère des Ressources naturelles): Lorsque nous examinons la différence entre toutes les couleurs, nous avons l'occasion de réfléchir aux modes de production, mais ce qui importe le plus, c'est d'examiner l'intensité des émissions. Nous cherchons constamment à réduire les émissions et nous étudions le mode de production de l'hydrogène. Nous continuons de chercher des débouchés sur les marchés. Nous voulons nous concentrer sur ce qu'il est possible de faire ici, au Canada. Voilà ce qui sera pris en compte dans la stratégie sur l'hydrogène.

Lorsqu'on pense à ce qui se fait ailleurs dans d'autres pays et administrations, même les pays qui se concentreront sur l'hydrogène vert ou qui y ont accordé une importance particulière, nous reconnaissons tout de même que la solution de l'hydrogène bleu devra être étudiée à court terme, à mesure que nous progressons.

• (1500)

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci.

C'est là-dessus que se termine l'intervention de M. Simard.

Notre dernier intervenant est M. Richard Cannings. Vous avez six minutes.

M. Richard Cannings: Merci d'être ici aujourd'hui.

C'est en écoutant les questions de M. Zimmer au sujet du gaz naturel que j'ai décidé de poursuivre dans la même veine. La dernière fois que je suis allé dans la circonscription de M. Zimmer, à Prince George, j'ai assisté à une réunion sur les ressources naturelles au cours de laquelle les spécialistes des projets de l'endroit ont indiqué, je pense, que le prix du gaz naturel devait être de 6 \$ pour assurer la viabilité financière des projets de GNL. Le prix actuel n'équivaut même pas à la moitié de ce montant, et selon les meilleures projections pour les 10 prochaines années, le prix pourrait atteindre 4 \$, je pense. J'ai aussi parlé à des spécialistes de l'économie des ressources naturelles et du commerce avec l'Eurasie. Ils disent que le marché chinois du gaz naturel est en déclin. C'est l'une de mes préoccupations à ce sujet.

Il y a quelques années, je suis allé en Argentine pour une réunion du G20 avec le ministre Carr, alors ministre des Ressources naturelles. Il parlait de la nécessité d'exporter notre gaz naturel et d'être reconnus pour notre transition du charbon au gaz naturel. Il a dit que nous voulions le faire avec la Chine, et le ministre chinois s'est levé et a dit: « Nous passons directement du charbon aux énergies renouvelables ». On pourrait prendre cela avec un grain de sel, mais je voulais juste avoir une réponse du ministère sur la question du gaz naturel et sur l'avenir des exportations canadiennes à l'étranger, étant donné ces prix très bas et l'évolution des marchés.

M. Jean-François Tremblay: Si nous avions eu une discussion il y a 15 ans, nous aurions parlé d'un portrait complètement différent. Vous vous souvenez sans doute qu'il y avait auparavant le gaz de schiste et le pétrole de schiste. C'est un secteur qui évolue assez rapidement.

Je pense qu'il y a toujours un marché pour le GNL, c'est certain. C'est ce que nous entendons. Nous recevons des commentaires et des questions d'Asie, et cela suscite toujours un grand intérêt.

Il y a aussi beaucoup d'intérêt pour l'hydrogène, comme nous l'avons mentionné, pour la production d'hydrogène à partir du gaz naturel. Je ne pense pas nécessairement que le marché est en baisse. Prenez, comme nous l'avons dit plus tôt, ce qui est indiqué dans le rapport de la Régie canadienne de l'énergie, qui traite aussi de la part importante des énergies fossiles dans notre filière énergétique en 2050. Ce serait le cas dans d'autres pays; il y a donc un marché pour cette énergie. Toutefois, comme cela a été mentionné, nous devons être premiers de notre catégorie si nous voulons accéder à ces marchés. Comme vous le savez, c'est le cas avec les grands projets de GNL en Colombie-Britannique.

Si vous voulez, je peux me tourner vers M. Hargrove, qui est le SMA de l'énergie, qui voudra peut-être ajouter quelque chose.

M. Richard Cannings: D'accord, mais brièvement, car j'ai une autre question sur le gaz naturel.

M. Glenn Hargrove (sous-ministre adjoint, Bureau de la politique stratégique et investissement en matière d'hydrocarbure, ministère des Ressources naturelles): Merci, monsieur le sous-ministre, et merci, monsieur Cannings.

J'ajouterais seulement que l'intérêt pour le GNL ne faiblit pas. J'ai récemment participé à un forum Canada-Japon sur l'énergie au cours duquel le GNL était à l'avant-plan. Je pense que nous pouvons examiner le projet de LNG Canada, le plus important investis-

sement du secteur privé dans l'histoire du Canada. Je dirais que nous constatons sans doute que l'intérêt et l'enthousiasme pour le GNL et son exportation vers le marché asiatique perdurent. Je vais m'en tenir à cela.

Merci.

M. Richard Cannings: Ce sont les gens de LNG Canada qui m'ont dit que leur seuil de rentabilité était de 6 \$.

J'aimerais en savoir plus sur le GNL produit au Canada, plus précisément sur le gaz naturel renouvelable. Il y a dans ma circonscription un projet en démarrage pour la production de gaz naturel renouvelable à partir de déchets forestiers. Les promoteurs cherchent à obtenir l'appui du gouvernement fédéral pour ce projet. Nous affrontons des vents contraires, car le gouvernement fédéral considère que le projet n'est pas respectueux du climat. Il s'agit d'un combustible fossile, de sorte qu'il n'est pas admissible à beaucoup de financement.

Je me demande simplement s'il pourrait y avoir une exception pour le gaz naturel renouvelable fabriqué à partir de déchets forestiers qui, autrement, seraient tout simplement brûlés.

• (1505)

M. Jean-François Tremblay: Il m'est difficile d'évaluer un projet sans en connaître les détails. Je ne peux répondre à la question. Si vous voulez nous envoyer le projet, nous l'examinerons avec plaisir.

M. Richard Cannings: Je suppose que ma question était de savoir s'il y a une enveloppe... Il y a de nombreux programmes de financement pour des projets qui nous permettront d'atteindre la carboneutralité, mais certaines enveloppes de financement semblent exclure le gaz naturel, puisqu'il s'agit d'un combustible fossile.

M. Jean-François Tremblay: Je ne dirais pas qu'ils excluent le gaz naturel, car, comme je l'ai déjà mentionné, nous continuons d'appuyer l'industrie du gaz naturel et l'exportation de gaz naturel. En outre, nous venons d'approuver des projets comme celui de NGTL, où le gaz naturel nous aidera à abandonner le charbon.

Comme nous l'avons aussi mentionné, par rapport à l'hydrogène, il y a la possibilité d'utiliser le gaz naturel pour produire de l'hydrogène, surtout en combinaison avec la capture du carbone, par exemple.

M. Richard Cannings: Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant de la réponse.

Le vice-président (M. Greg McLean): Y a-t-il autre chose aujourd'hui? Je pense que nous ne pourrions probablement pas obtenir plus de réponses étant donné le temps dont nous disposons aujourd'hui.

M. Bryan May: J'invoque le Règlement. Je tiens à vous remercier d'avoir assuré la présidence aujourd'hui et de vous en être tiré avec brio alors que nous avons connu notre lot de problèmes techniques toute la journée.

J'ai un rappel au Règlement d'une grande importance: je tiens à souhaiter à tout le monde un très joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci, monsieur May.

M. Maninder Sidhu: Joyeuse Hanoukka.

Soyez prudents, tout le monde.

Le vice-président (M. Greg McLean): Merci.

M. Jeremy Patzer: Monsieur le président, puis-je présenter une motion?

Le vice-président (M. Greg McLean): Certainement, monsieur Patzer.

M. Jeremy Patzer: Je vais l'envoyer à la greffière. J'ai aussi la traduction; la greffière devrait donc la recevoir sous peu.

J'ai donné avis de la motion suivante:

Que, conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité demande que l'honorable Seamus O'Regan, ministre des Ressources naturelles, comparaisse au plus tard le vendredi 5 février 2021 pendant au moins deux heures afin de fournir des mises à jour opportunes sur les répercussions actuelles et prévues des relations économiques et commerciales du Canada avec les États-Unis sur le pipeline Keystone XL et sur les disputes concernant le bois d'œuvre.

C'était formidable de recevoir le ministre ici aujourd'hui, mais c'était trop court. Je pense que nous aimerions tous l'entendre un peu plus, d'autant plus qu'il s'agit de son dossier.

M. Bryan May: Monsieur le président, juste pour préciser, il s'agit d'un avis de motion.

Le vice-président (M. Greg McLean): Oui, nécessairement. Il faut 48 heures.

Y a-t-il des commentaires au sujet de la motion?

Le Comité doit-il examiner autre chose aujourd'hui?

Merci à tous de cette journée. Joyeux Noël, bonne année, joyeuse Hanoukka et joyeuses Fêtes. Nous nous reverrons au début de la nouvelle année.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>